

**DÉBAT SUR L'ÉNERGIE**  
**Le RN prêt à couper le courant au gouvernement?**

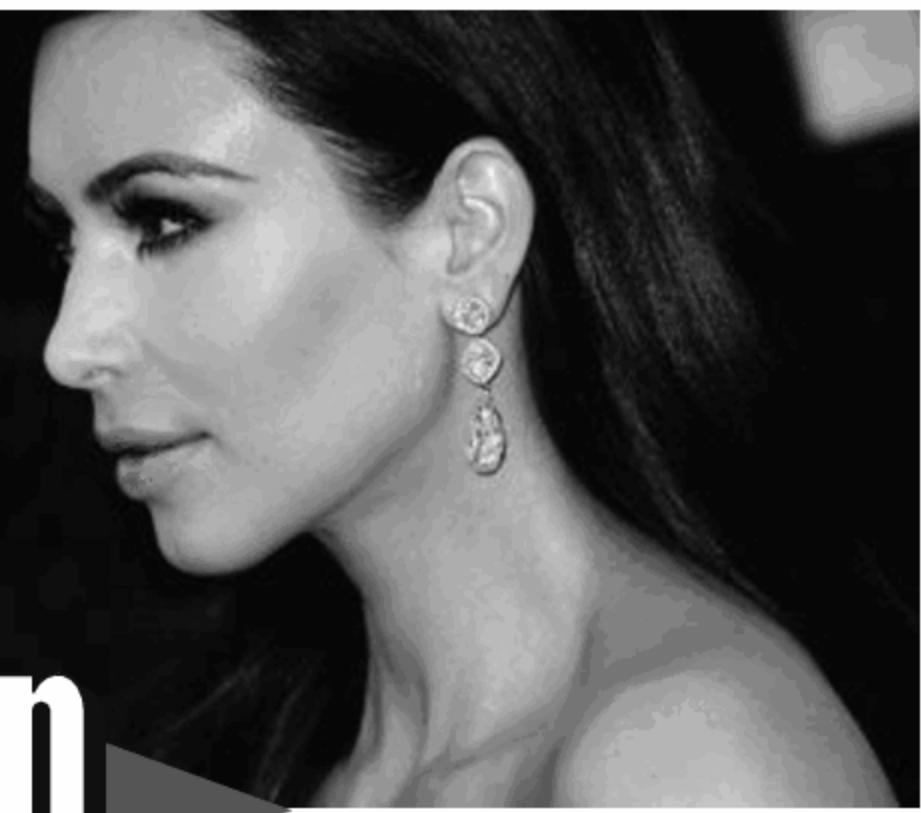
PAGES 8-9

**SANTÉ MENTALE**  
**Une clinique pour «retrouver le plaisir d'aller en classe»**

PAGES 16-17

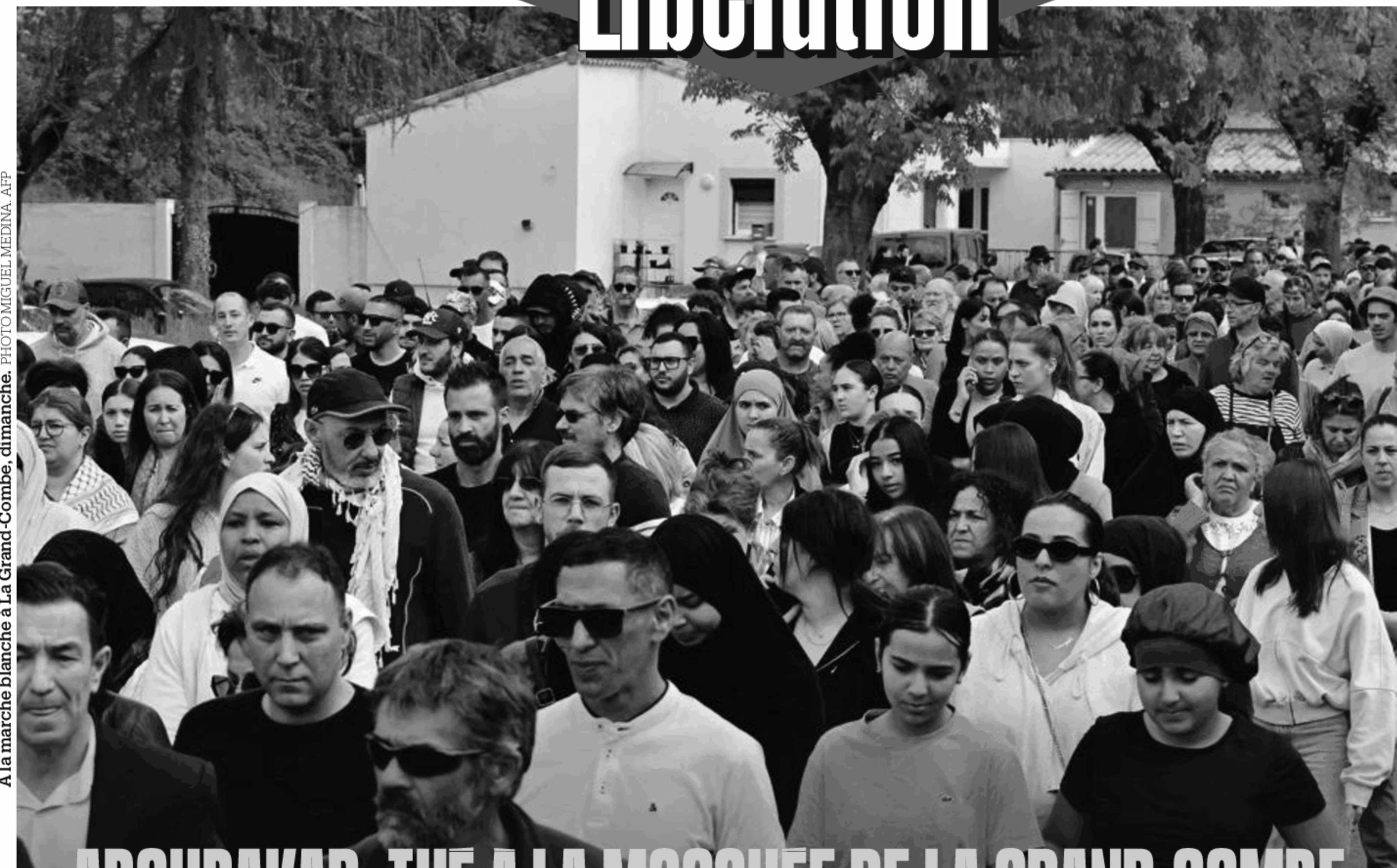
**PROCÈS**  
**Kim Kardashian, les vieux marlous et le vol de bijoux**

PAGES 12-13



BRIQUET-DOUILIERV.ABACA

# Libération



À la marche blanche à La Grand-Combe, dimanche. PHOTO MIGUEL MEDINA / AFP

**ABOUBAKAR, TUE À LA MOSQUÉE DE LA GRAND-COMBE**  
**«IL A SUBI TANT DE VIOLENCE DANS**  
**CE LIEU DE PAIX»**

Après l'assassinat d'un fidèle vendredi dans le Gard, une marche blanche a été organisée dimanche dans la commune ainsi qu'un rassemblement à Paris pour dénoncer l'islamophobie. **REPORTAGE, INTERVIEW... PAGES 2-4**

## EDITORIAL

Par  
HAMDAM MOSTAFAVI

## Rappel

C'est un village presque sans histoire, comme il y en a tant en France. La Grand-Combe, près d'Alès, 5 000 habitants, une église au milieu du village, et une mosquée aussi. Loin des instrumentalisations politi-

ques et des agitateurs de haine, chacun y pratique sa religion, dans une liberté de culte garantie dans notre pays laïque. Celle qui permet à chacun de croire et de pratiquer sans crainte. Ou devrait permettre. On connaît la hausse terrifiante des actes antisémites en France depuis le 7 octobre 2023. On sait aussi que les actes antimusulmans, même si dans des proportions moins déclarées, illustrent la même tendance inquiétante. Celle qui fait du citoyen une cible par le simple fait de sa religion. D'après les données transmises à *Libération* par le ministère de l'Intérieur, un to-

tal de 173 faits antimusulmans avait été recensé en 2024, et il était de 242 en 2023. Pour 2025, le ministère de l'Intérieur a indiqué que les chiffres du premier trimestre 2025 ne sont «pas encore consolidés». Au-delà du nombre, chaque cas mérite qu'on s'y attarde. Celui-ci sans doute plus, même si l'enquête en dira plus sur les mobiles du meurtrier, dont on ne sait pas grand-chose, si ce n'est qu'il est se prénomme Olivier, né à Lyon en 2004, de nationalité française, issu d'une famille bosnienne, dont une partie réside dans le Gard. «La piste d'un acte antimusul-



# ABOUBAKAR C. TUÉ DANS UNE MOSQUÉE

## Dans le Gard, une marche blanche contre «Un acte de lâcheté»

A La Grand-Combe, l'effroi et la sidération dominent depuis l'assassinat, vendredi, d'un jeune musulman. Un millier de personnes se sont réunies dimanche pour lui rendre hommage, mais peu de politiques, déplorent les participants.

Par  
**SOLANGE DE FRÉMINVILLE**,  
Envoyée spéciale à La Grand-Combe (Gard)

**C'**est un bâtiment isolé et discret, au toit en tuiles grises et aux murs beige, le long de la route qui va du centre-ville de La Grand-Combe au quartier de Trescol, bordée par la forêt de part et d'autre. Seul un arrêt de bus, avec son petit panneau «Trescol Mosquée», laisse deviner qu'il s'agit d'un lieu de culte musulman. Sur un banc, en ce dimanche, deux hommes, l'air abattu, et un troisième, plus jeune, debout, le regard triste.

«On est choqués!» lâche le plus âgé, Salim Touazi, président du culte musulman de La Grand-Combe, bouleversé par l'assassinat d'un fidèle, tué d'une quarantaine de coups de couteau, dans la salle de prière, vendredi matin, vers 8 h 30 – un «acte terroriste, contre les musulmans, comme l'ont dit des ministres»,

croit-il savoir. «La mosquée est ouverte tous les jours à tout le monde, comme une église, dans une totale confiance. Il n'y avait pas de gardien, jamais de dégradation», dit Lahcène, 35 ans. «Aboubakar était quelqu'un de simple, discret, calme, et il a subi tant de violence, dans un lieu de paix, de fraternité», se désole Dorian, le troisième, âgé de 40 ans, conscient que «cela aurait pu arriver à n'importe lequel d'entre nous».

**«C'était la gentillesse incarnée»**

La victime était un Malien de 23 ans, sans travail et très pieux, selon tous les témoignages. Il était venu tôt se recueillir et nettoyer la mosquée avant la prière du vendredi, à laquelle participent de 150 à 200 fidèles. «Aboubakar pratiquait un islam soufi, ancré dans la méditation, un islam «love and peace», et c'était la gentillesse incarnée, ce gars», confie un autre fidèle, Mohammed, 49 ans. Lui-même est arrivé en même temps que les gen-

darmes, vendredi matin, à la mosquée, averti par un proche. «Son corps gisait sur le tapis de la salle de prière, il y avait du sang tout autour et des dizaines de plaies sur son corps», raconte-t-il avec douleur.

Dans cette grande pièce, couverte de longs tapis vert amande, le morceau de tapis ensanglanté a été enlevé. «L'agresseur lui a dit : "Apprends-moi à faire la prière", et comme Abou se mettait à genoux, il a enfoncé sa lame», décrit Dorian qui, comme d'autres, a visualisé les images de la vidéosurveillance installée dans la mosquée. «C'est un acte de lâcheté, de traîtrise, et d'une telle sauvagerie», lance un autre, qui veut garder l'anonymat. Geid,

46 ans, s'épanche, horrifié par cet «attentat islamophobe» dans une petite ville de 5 000 habitants «où tout le monde se connaît» : «Je suis né dans une famille musulmane, mais j'ai été dans une école et un collège privés catholiques, et pour Noël, on allait à l'église.» A La Grand-Combe, «on n'a pas grandi dans la division : qu'on soit Turc, Espagnol, Portugais, Français... on est une communauté de multiples religions et on a toujours été solidaires».

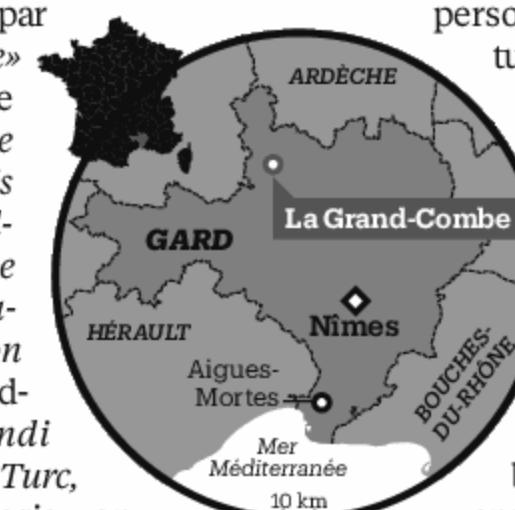
Avant que ne commence, devant la mosquée de La Grand-Combe, la marche blanche en hommage à Aboubakar C., Mehdi (son prénom a été modifié), amer, jette : «On est des citoyens de second degré et des victimes de second degré» d'un «crime islamophobe». Ici, pas de député gardois avec l'écharpe bleu

blanc rouge – tous sont au RN –, et nul ministre en vue. L'un des seuls hommes politiques présents est Patrick Malavieille, l'ancien maire communiste de La Grand-Combe, ville ancrée à gauche. «Pour nous, c'est une terrible épreuve», soupire celui qui est aussi vice-président du conseil départemental du Gard, un sanglot dans la voix, avant de rappeler : «Notre ville s'est construite par sédimentation de populations espagnole, italienne, polonaise, slave et puis maghrébine pour l'exploitation minière.»

### «On a grandi tous ensemble»

A partir de 14 heures, des centaines de personnes affluent, à pied ou en voiture. Parmi elles, Aygul, une habitante de La Grand-Combe d'origine turque, qui a grandi dans le quartier de Trescol, et se dit «sous le choc». «On ne se sent plus en sécurité, surtout pour mon fils qui retourne demain à l'école, tout près d'ici», confie-t-elle juste avant de participer à la marche blanche. «Ici, on a grandi tous ensemble», ajoute-t-elle, «on ne s'est

jamais soucié de la nationalité ou de la religion de qui que ce soit, on veut montrer qu'on est soudés et qu'on reste forts malgré tout.» «Aboubakar, c'était un amour d'homme», déclare Magali, une autre habitante de la commune cévenole venue à la manifestation, concluant : «On a des religions différentes, mais on est tous humains, et la mosquée, c'est un lieu paisible, comme l'église où on va.»





Devant la mosquée de La Grand-Combe, dimanche.  
MIGUEL MEDINA. AFP

# Pendant «la chasse à l'homme», les musulmans de France s'inquiètent

**La piste «raciste, voire islamophobe» semble la plus probable, selon le procureur d'Alès, à la recherche du principal suspect toujours en fuite. A Paris, un rassemblement s'est tenu dimanche place de la République.**

**S**ous un ciel chargé, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées dimanche place de la République, à Paris, pour rendre hommage à Aboubakar C., Malien de 23 ans. Ils sont venus dire leur colère, leur peur, leur refus de voir l'islamophobie s'installer dans l'indifférence. Saliha, 47 ans, keffieh rouge sur les épaules, en veut «terriblement à ces politiques comme Rettaillieu [le ministre de l'Intérieur, ndlr] qui pointent toujours du doigt les musulmans, consi-

dérés comme de monstrueux islamistes». Derrière elle, bras croisés, Mohamed (prénom modifié) ne peut s'empêcher de se dire que cela aurait pu être lui. Il y pense «constamment» en allant à la mosquée. Comme Alberta, 19 ans, venue avec une amie et qui se sent concernée par cette attaque «en tant que femme maghrébine, musulmane et voilée». Mais elle en a «assez d'être dans un pays qui m'assimile à une religion alors que je suis française avant tout». En costard bleu pétard, Ali, chef d'entreprise de 35 ans, se désole : «Ce n'est pas normal qu'un fidèle soit tué dans une mosquée, un lieu de paix, de fraternité. La communauté musulmane est toujours le bouc émissaire en situation de crise sociale ou économique. Il va falloir qu'on s'organise mieux pour répondre aux attaques incessantes qui nous font souffrir.»

L'appel à ce rassemblement avait été relayé par plusieurs figures de La France insoumise, comme Manuel Bompard, Jean-Luc Mélen-

chon, Eric Coquerel ou Rima Hassan, ainsi que par la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier.

**«Sang-froid».** Quelques heures plus tôt, à La Grand-Combe, environ un millier de personnes ont défilé, dans une marche blanche en hommage à la victime, Aboubakar C., décrit par les habitants comme un jeune homme «simple, discret, calme». Vendredi matin, vers 8 h 30, la mosquée est vide. Les images de vidéosurveillance montrent Aboubakar C. discuter brièvement avec son agresseur. Tous deux se dirigent vers la salle de prière. Alors que le jeune homme s'agenouille pour prier, l'autre l'imité quelques instants avant de sortir un couteau et de le poignarder à une quarantaine de reprises «avec beaucoup de sang-froid et de détermination», nous précise Abdelkrim Grini, procureur de la République d'Alès. Olivier A., 20 ans, filme ensuite la scène avec son

téléphone. Dans une séquence de vingt-sept secondes consultée par Libération, le suspect brandit son couteau ensanglanté. «Je l'ai fait», lâche-t-il, avant de s'approcher de sa victime et de proférer : «Ton Allah de merde!» Après avoir aperçu une caméra de surveillance, il prend la fuite. Dès samedi, l'enquête est requadrifiée en assassinat. Dans ses propos décousus, captés sur la vidéo, le suspect semble manifester son intention de recommencer, précise le procureur.

Olivier A., décrit par le procureur comme «potentiellement extrêmement dangereux», est «activement recherché» dans une véritable «chasse à l'homme» qui mobilise plus de 70 enquêteurs dans le Gard et l'Hérault. «On travaille d'arrache-pied pour essayer de le localiser et de l'interroger. C'est une question de temps», nous indique Abdelkrim Grini.

Inconnu des services de gendarmerie, sans antécédent judiciaire, Olivier A. est né en 2004 à Lyon. De

nationalité française, il serait issu d'une famille bosnienne, n'aurait pas d'emploi et ne fréquentait pas cette mosquée. Les enquêteurs ne savent pas où il réside, mais il viendrait souvent rendre visite à sa famille dans la région.

Si toutes les hypothèses sont ouvertes, la plus vraisemblable est celle d'un crime «raciste, voire islamophobe», indique le procureur à Libération. Mais ce n'est pas la seule, ajoute-t-il, évoquant «certains éléments [qui] pourraient laisser penser que ce mobile n'était peut-être pas le mobile premier [...] ou le seul mobile». Le Parquet national antiterroriste examine toujours la possibilité de se saisir du dossier.

Sur X, le Président, Emmanuel Macron, a condamné «le racisme et la haine en raison de la religion», assurant que «la liberté de culte est intangible» et exprimant «le soutien de la nation à nos compatriotes de confession musulmane». Le Premier ministre, François Bayrou, a lui dénoncé «une ignominie islamophobe» et a assuré que «les moyens de l'Etat sont mobilisés pour que l'assassin soit saisi et puni». Il aura pourtant fallu attendre deux jours pour qu'un ministre se rende sur place.

Dimanche après-midi, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, s'est rendu à La Grand-Combe. «Il est hors de question de tolérer dans cette société hyperviolente ce genre d'acte», a-t-il commenté. Le garde des Sceaux, Gérald Darmanin, a lui évoqué un «ignoble assassinat dans un édifice religieux sacré» qui «blesse le cœur de tous les croyants, de tous les musulmans de France».

**«Crime ignoble».** Le Conseil français du culte musulman a dénoncé un «attentat terroriste antimusulman» et réclamé un renforcement immédiat de la protection des mosquées. La Grande Mosquée de Paris a, de son côté, évoqué une possible piste terroriste, soulignant qu'«il fait peu de doute que son auteur a été motivé par la haine des musulmans». Le Conseil représentatif des institutions juives de France a condamné «un crime ignoble qui doit révuler le cœur de tous les Français» tandis que la Conférence des évêques de France a appelé à une «réponse ferme à la haine antimusulmane».

Bruno Retailleau a annoncé dimanche un renforcement des mesures de sécurité autour des mosquées du pays, après avoir envoyé un télégramme «à tous les préfets pour que toutes les mosquées en France soient davantage protégées». Le ministre de l'Intérieur a rappelé que «dès vendredi» il avait demandé au préfet du Gard de renforcer les mesures de sécurité des lieux de culte.

**CÉCILE BOURGNEUF et LUDOVIC SÉRÉ**

# «Il faut bien mesurer le caractère inédit de cette attaque»

**En réaction à l'assassinat d'un jeune musulman dans le Gard, le sociologue Vincent Geisser appelle à une union sacrée des politiques contre toutes les formes de racisme.**

Pour Vincent Geisser, sociologue, directeur de l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, les mots choisis par les politiques ne sont pas forcément à la hauteur du drame.

**Comment les musulmans de France réagissent-ils depuis l'assassinat d'un croyant à la Grand-Combe vendredi ?**

Il y a plusieurs types de réactions.

La première reste la sidération et la tristesse, notamment au regard du caractère atroce du crime. La deuxième est celle de la peur, pour soi et pour ses proches. Enfin, il y a de la colère et même de la rage. Elle est alimentée par le sentiment d'une forme de deux poids deux mesures, de la part des médias et des politiques, qui n'en feraient pas assez. Beaucoup font le lien aussi avec le contexte global, cette montée des discours identitaires et des tensions autour de l'islam.

**La classe politique réagit-elle à la juste mesure de l'événement ?**

Il faut commencer par dire qu'elle réagit, qu'elle condamne cette attaque. C'est important. Mais les mots choisis ne sont pas forcément à la hauteur du drame. Il a fallu atten-

dre deux jours pour qu'un ministre se rende sur place, par exemple. Cela alimente le sentiment d'illégitimité que ressentent certains musulmans en France, alors même qu'ils sont acteurs de la société nationale.

Il faut bien mesurer le caractère inédit de cette attaque. Il y aura un avant et un après. C'est une mosquée de province qui a été attaquée, le symbole d'un islam paisible, intégré à la vie locale. On peut faire le rapprochement avec le meurtre du père Hamel, en 2016, à Saint-Etienne-du-Rouvray. A l'époque d'ailleurs, beaucoup de musulmans s'étaient rendus à des messes en sa mémoire pour marquer leur solidarité.

**Vous dites que vous voyez des fidèles évoquer le contexte global dans lequel cette attaque s'inscrit. Que voulez-vous dire par là ?**

Les attaques sous forme de graffiti, de jets de cocktail molotov contre les mosquées, de menaces verbales à l'encontre des musulmans sont très fréquentes. On a aussi les

débats autour des lycées et des collèges musulmans. On voit monter les discours nationalistes identitaires, en France et en Europe, qui crispent les relations. Enfin, il y a le contexte de la guerre à Gaza. Évidemment, il n'y a pas de relation mécanique entre ces contextes et cet acte. Mais l'ambiance générale peut faciliter le passage à l'acte, y compris de personnes perturbées. C'est d'ailleurs pour cette raison que la France s'est, très tôt, dotée d'une législation très répressive sur



La mosquée de La Grand-Combe, dimanche. PHOTO MIGUEL MEDINA. AFP

les expressions racistes. Nous avons conscience que des paroles, des actes racistes mineurs peuvent inciter au passage à l'acte.

**Quelle pourrait être une bonne réponse politique ?**

Le problème, c'est que l'on ne voit pas d'autocritique sur le débat identitaire en cours. Pour le moment, les politiques n'assument pas leur part de responsabilité. Il aurait été important qu'ils réagissent ensemble.

Mais non. LFI retrouve son rôle de dénonciation de l'islamophobie, quand les autres partis ont des paroles moins fortes. Mais ils ne vont pas les uns vers les autres. La France est un pays laïque, qui défend toutes les spiritualités. Face à un tel drame, l'action des représentants doit être exemplaire pour retrouver l'esprit des marches républicaines. En s'unissant dans leur réaction, ils pourraient créer ce que les socio-

gues appellent une communauté de deuil. Malheureusement, on voit que Manuel Valls préfère polémiquer sur le terme islamophobie... Pour une personnalité qui se réclame justement des valeurs républicaines, il doit mettre de côté les querelles de mots pour en appeler à l'union sacrée contre tous les racismes.

Recueilli par  
**OLIVIER MONOD**

## Pour Valls et Retailleau, un acte «anti-musulman», pas «islamophobe»

Contrairement à d'autres figures, notamment François Bayrou, les ministres des Outre-Mer et de l'Intérieur ont refusé d'employer cette notion, qu'ils jugent anti-laïque.

S'il l'unanimité était de mise parmi les politiques pour condamner le meurtre d'un fidèle musulman commis vendredi dans une mosquée au nord d'Alès, il n'en était pas de même pour le qualifir. «Islamophobe»? De nombreuses figures de

gauche ont mis le terme en avant, pour souligner la haine anti-musulmans qui semble, selon les éléments connus à ce jour, avoir motivé l'acte.

**Termes de l'adversaire.** «L'islamophobie tue. Tous ceux qui y contribuent sont coupables», a commenté le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. La députée LFI Clémence Guetté a quant à elle estimé que «les médias et les politiques, de l'extrême droite et d'ailleurs, qui participent à ce climat islamophobe ont une immense responsabilité». Plus rare, si ce n'est inédit, le terme est aussi sorti de la bouche du président des députés Les Républicains, Laurent Wauquiez, qui a évoqué diman-

che sur BFMTV un «attentat islamophobe». Il avait aussi été employé, la veille, par François Bayrou, qui avait condamné sur X une «ignominie islamophobe». Il a en revanche été récusé par le ministre des Outre-Mer, Manuel Valls, interrogé dimanche sur RTL. Tout en dénonçant un «crime atroce» et en adressant sa «solidarité à tous les Français musulmans», il a contesté un mot qu'il décrit comme «inventé il y a plus de trente ans par les mollahs iraniens» pour contrarier toute critique de l'islam et de ses règles –une généalogie contestée par des spécialistes. «C'est un terme qu'il ne faut pas employer, il ne faut jamais employer les termes de l'adversaire», a-t-il insisté, tout en définissant le meurtre d'Alès comme... «un acte de haine à l'égard de l'islam», soit une définition possible du terme en question.

Manuel Valls, que son intransigeant laïcisme n'a pas empêché dimanche de dépeindre la France en «vieille terre chrétienne», refuse de longue date d'utiliser le terme «islamophobe». Comme d'autres figures des milieux politique et intellectuel, pour qui ce terme véhiculerait une critique insidieuse de la laïcité et viserait à intimider les détracteurs de l'is-

lam radical. Les mêmes préfèrent parfois évoquer, comme l'essayiste Caroline Fourest, un «racisme anti-musulman».

**Générique.** «Au ministère de l'Intérieur, on utilise toujours la terminologie "anti-musulman", a de son côté réagi Bruno Retailleau dimanche. D'ailleurs les autorités culturelles musulmanes utilisent aussi ce terme [...] il y a connotation idéologique du terme "islamophobie", notamment vis-à-vis des Frères musulmans, qui fait qu'on prend la précaution de ne pas l'utiliser. [Mais] le mot anti-musulman veut bien dire ce que ça veut dire.»

A l'inverse, d'autres jugent nécessaire de nommer spécifiquement la détestation de l'islam et ses manifestations publiques. Des organisations nationales, comme la commission consultative des droits de l'homme, et internationales, comme l'UE et l'ONU, ont adopté ce vocable. Dans un message publié sur X, Emmanuel Macron – qui a par le passé dénoncé la «haine contre les musulmans» – est plus générique, pointant «le racisme et la haine en raison de la religion».

**DOMINIQUE ALBERTINI**



# CRÉÉE PAR LA NATURE, PRÉSERVÉE PAR L'HOMME.

Pour préserver\* la qualité et la pureté de l'eau minérale naturelle Badoit, nos équipes contribuent à la protection des milieux naturels et de la biodiversité autour de sa source, en agissant au quotidien avec les communes, les associations locales et les agriculteurs au sein de La Bulle Verte, notamment via un programme d'agriculture régénératrice pour accompagner les agriculteurs vers des pratiques plus respectueuses de l'eau, des sols et de la biodiversité.

SAE M.E. Evasion RCS 797 080 950 Thonon



DÉCOUVREZ  
NOS ACTIONS



\* Conformément à la réglementation en vigueur sur les eaux minérales naturelles. \*\* Une seule planète. Une seule santé.

Texte et photos

**JULIEN GESTER**

Envoyé spécial dans le Montana  
(Etats-Unis)

**L**a neige d'avril est venue couper court aux semaines printanières. Attablé dans la cuisine de sa ferme avoisinant un village du nord-ouest du Montana dénommé Power, Erik Somerfeld rumine son impuissance en son épaisse moustache, entre ce coup d'arrêt malvenu et le devenir toujours indécis d'une précédente récolte qui l'encombre toujours. Lors des moissons d'août, des pluies torrentielles ont dégradé une large part de son malt destiné aux brasseries, ainsi réduit à être écoulé comme provende au Canada, pour nourrir le bétail au nord d'une frontière située à seulement 150 kilomètres de là. Et aux catastrophiques caprices de la nature ont alors succédé d'autres, tout aussi ravageurs, de la Maison Blanche : la promesse puis la mise en œuvre d'une guerre commerciale chaotiquement déclarée par Donald Trump au reste du monde, ou presque.

«Plus rien ne bouge vers le nord, soupire Somerfeld, le regard rivé sur les flocons qui tombent dehors. Les prix des céréales ont d'abord chuté, puis les annonces ont créé un climat où personne ne veut vendre ou acheter avant de voir clair dans les droits de douane imposés. Est-ce que c'est 25%, 10%? Est-ce exempté, en totalité, ou bien en partie? Personne n'y comprend rien. Et c'est l'incertitude qui bloque tout.» Pendant ce temps, le hangar à l'arrière, où il protège normalement ses engins agricoles des intempéries, abrite et déborde presque de monceaux d'orge s'élevant sur 3 mètres de haut. Plus de 200 tonnes en souffrance, dont il attend un répit ou une fenêtre de clarté dans les annonces pour se débarrasser et retirer enfin le maigre profit qu'il pourra, alors que les rendements de la production à venir sont déjà fragilisés par la flambée du coût des intrants, comme les engrains pour la plupart importés du Canada.

#### «L'ÉTAT LE PLUS VULNÉRABLE»

«Combien de temps on peut tenir? Je ne sais pas, médite-t-il d'une voix blanche. On se serre la ceinture, on ne remplace pas tout de suite les équipements usés, on ne mange plus dehors: quand les fermiers souffrent, toute l'économie de nos régions s'en ressent. Là c'est très tendu. S'il n'y a pas de geste de l'Etat fédéral et une récolte exceptionnelle, beaucoup d'exploitations familiales autour de moi, surtout celles tenues par des jeunes, qui n'ont pas forcément de quoi voir venir, vont tomber comme des mouches.» A l'époque de la guerre commerciale déjà engagée en 2018 contre la Chine, il avait fallu un plan de sauvetage des agriculteurs à 28 milliards de dollars, enclenché en extremis pour éviter une hécatombe. Trump n'en a pas moins conservé et consolidé depuis le très large soutien des électeurs ruraux, notamment dans le Montana où il a réalisé en 2020 son meilleur score (58,4% des suffrages).

# AGRICULTEURS AMÉRICAINS

## «On nous massacre financièrement»

Dans le Montana, Etat très rural et conservateur, les fermiers subissent de plein fouet les droits de douane et l'instabilité imposés par Donald Trump. Entre récoltes bloquées, coûts explosifs et marchés perdus, beaucoup craignent une vague de faillites.



Un troupeau de bœufs, dont les importations sont interdites par Pékin en riposte à Trump, dans l'ouest du Montana.

Avec ses somptueux paysages de l'Ouest américain bien moins bâties que largement livrés aux pâturages des ranchers et aux champs des fermiers – car c'est là l'un des trois Etats les moins densément peuplés du pays –, le Montana exporte près de 80% de son produit agricole. Ses troupeaux bovins en sont la figure de proue, et le voisin canadien de loin le principal client, mais ses variétés de blé s'avèrent également très demandées pour la confection de pains et nouilles en Asie (au Japon, à Taiwan, en Corée du Sud...). Et parce qu'il est aussi de très loin celui dont les importations proviennent le plus massivement du commerce transfrontalier avec le Canada et le Mexique (93%), alors que la moyenne nationale s'élève à 28%, c'est là «l'Etat le plus vulnérable de tous face à cette salve de droits de douane», avance Walter Schweitzer, qui élève en famille des bœufs angus en plein centre de ce Montana dont il préside aussi l'association des agriculteurs.

#### «ÇA EMPÈCHE DE DORMIR LA NUIT»

«Les relations établies, dans un sens et dans l'autre, reposaient sur des rapports construits au fil des générations, poursuit-il avec ce timbre râpeux qui sonne comme l'allumage d'un vieux moteur de pick-up. Une fois détruits sur un coup de dé, ils ne se reconstruisent pas comme ça: on a déjà perdu des marchés en Chine en 2018, sans les reconstituer depuis. Les Chinois ont trouvé d'autres fournisseurs, plus fiables, et ont investi là-bas, dans ces nouvelles routes et les infrastructures d'acheminement. Pourquoi donc revenir vers nous? Et cette fois c'est pire: on

afâché 60 pays à la fois, à commencer par nos premiers partenaires, juste au nord de la frontière. Les gens là-bas sont furieux.

«On est tous mal, déplore Erik Somerfeld, mais je plains surtout les producteurs de maïs et de soja qui dépendaient du marché chinois et ne le retrouveront probablement jamais. Le Brésil et l'Argentine le récupèrent pour de bon, comme nous venons de perdre la clientèle de notre bœuf en Chine [suite à une interdiction par Pékin des importations bovines, en riposte aux 145% de droits de douane imposés par Trump], et l'Australie s'est empressée de nous y remplacer.» A l'exception de quelques ponctuels coups de main de sa mère octogénaire, lui fait tourner quasi seul à l'année l'exploitation fondée par ses grands-parents arrivés d'Allemagne dans les années 1920. Outre sa production de céréales et légumineuses (orge, blé, pois chiches...), il élève «juste assez de vaches pour causer des problèmes», plaisante-t-il, comme pour conjurer la promesse de devoir dans quelques mois brader ses veaux au sein d'une chaîne de production bovine aux débouchés soudain amoindris. «Ces droits de douane nous prennent en étau de tous les côtés, diagnostique Schweitzer. Beaucoup de nos bêtes partent être engrangées au nord de la frontière, avant de la repasser ensuite pour être transformées aux Etats-Unis.»

A une vingtaine de kilomètres de Power, Brett DeBruycker opère depuis sa bourgade de Dutton le plus important élevage de bœufs charolais hors de France, initié par son père en 1958. Soutenu par une importante demande domestique et le

redémarrage vrrombissant aux Etats-Unis de l'économie post-pandémie, l'industrie bovine «se portait très bien dernièrement», et n'avait pas durablement souffert du précédent conflit commercial entre Trump et la Chine, à l'inverse de céréales, pois et lentilles qu'il cultive aussi – «Aujourd'hui, c'est autre chose...» «C'est beaucoup plus facile de conserver un vieux client que d'en conquérir un nouveau, et une fois que vous l'avez perdu, il faut lui fournir une très bonne raison de revenir vers vous, médite-t-il. Quand on ne peut pas exporter comme avant pendant une, deux, trois saisons, la récolte finit certes par trouver preneur, mais à quel prix? Vous avez besoin d'un certain revenu et d'un prix décent pour votre produit rien que pour payer vos factures... Ne pas savoir si on y arrivera, ça empêche de dormir la nuit.»

#### **ÉLECTORAT PRO-TRUMP DIVISÉ**

Début avril, au lendemain des annonces de Trump, se tenait la vente annuelle de taureaux de Brett DeBruycker: «J'étais comme d'habitude en contact avec des producteurs canadiens intéressés, mais ils avaient cessé de se manifester à l'approche de ce prétexte "Liberation Day" [le jour de l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane, ndlr], relate-t-il. D'ordinaire on en écoute entre dix et vingt chaque année au Canada. Cette année, on n'en aura finalement vendu qu'un.» Si lui échappe à cette échéance à court terme, il souligne que beaucoup d'agriculteurs ont rendez-vous ces jours-ci, comme chaque printemps, avec leur banquier pour renégocier leur crédit, et se trou-

vent en bien mauvaise posture pour le faire.

«Je n'aime vraiment pas dire qu'on attend une aide de l'Etat fédéral, insiste DeBruycker, remisant soudain son sourire placide, mais si cette guerre commerciale s'avère aussi dévastatrice que la précédente et si l'incertitude ne se dissipe pas, soit on reçoit un coup de main dans les prochains mois, soit il y aura par ici beaucoup de consolidations au gré des faillites.» La perspective d'être ainsi suspendu aux subsides publics pour voir la Maison Blanche contenir des incendies qu'elle a elle-même embrasés ne l'enchantera pas plus que le climat miné du moment, où il ne peut travailler qu'à tâtons, sans guère de marge d'adaptation: «Comment préparer, planifier quoi que ce soit? Il s'agace doucement, à mots prudents: «Il me semble qu'une approche beaucoup plus mesurée et mûrie aurait dû être privilégiée, en anticipant les représailles. Clairement ce travail n'a pas été fait, et c'est incompréhensible pour moi de voir cette présidence naviguer à ce point à vue.» Lui, qui rappelle que le «problème numéro 1

des fermiers reste les sécheresses en série causées par le changement climatique», refuse poliment de s'étendre sur son vote lors des dernières présidentielles. Mais il estime que l'électorat pro-Trump du coin se divise, face aux turbulences actuelles, entre une base «solide à toute épreuve et un ensemble de gens au soutien plus fragile, qui doivent vraiment se demander pour quoi ils ont bien pu voter». A l'inverse, son voisin Erik Somerfeld ne masque rien de son désarroi: «Je savais d'avance que ce serait un désastre, peste-t-il dans un soupir amer. Et il a beau nous massacrer financièrement, je sais que certains s'acharneront encore à le soutenir comme s'il marchait sur l'eau. Mais je ne comprends pas comment il a pu obtenir un tel appui de l'électorat agricole, surtout en l'entendant promettre encore ses droits de douane, après avoir vécu ce qui s'est passé la dernière fois – comment voter pour lui après ça?»

A quelque 150 kilomètres à l'est, dans les plaines enserrées de collines du «triangle d'or» des cultivateurs de blé, Nathan Keane défend sa croyance en ce que les politiques trumpiniennes, qu'il décrit lui-même comme «un genre d'éléphant dans un magasin de porcelaine», consistent en «une souffrance à court terme, pour un bénéfice au long cours». En plein déchargement de sa récolte de lentilles noires à l'ombre d'immenses silos à grains autour desquels jouent ses enfants, il concède certes qu'«à chaque guerre commerciale, c'est l'agriculture qui trinque la première» et que lui – secrétaire de l'association nationale des producteurs de blé – aurait procédé «plus stratégique

ment, au cas par cas, plutôt que de matraquer tout le monde à la fois». Mais «c'est son style: [Trump] veut tout, tout de suite, et si on se fie à son premier mandat, ça semblait plutôt réussir avec la Chine, décoller, avec de vraies améliorations après la phase douloureuse, du moins jusqu'à ce que le Covid ne frappe», juge-t-il, manifestement désireux de poser. «Certains pays mécontents se défendent, alors qu'ils ne nous traitaient pas mieux, mais je viens de lire que 50 se sont présentés à la table des négociations – c'est le signe que ça marche, non?» A ses yeux, «les Etats-Unis ont vu leur puissance s'éroder ces deux dernières décennies, alors le statu quo n'était pas soutenable. Le précédent président [Joe Biden] était la risée de la planète entière. Aujourd'hui, au moins, on sait qui est aux commandes. Bien sûr, ça secoue et certaines personnes paniquent, mais pourquoi ne pas voir là une opportunité de sortir de ce lent déclin? Est-ce que le monde a explosé la dernière fois? Non!». Pour l'heure, il a certes éprouvé surtout l'affondrement des cours céréaliers, tandis qu'enflait le coût des engrains canadiens et des outils spécialisés produits en Chine. «Mais Trump a fait campagne en promettant qu'il allait "prendre soin des fermiers", alors j'ai bon espoir, sans savoir quelle forme ça prendra», assure-t-il, tout en s'inquiétant que la générosité des chèques de compensation reçus sous «Trump 1.0» cohabite mal avec les 36000 milliards de dollars auxquels s'élève désormais la dette de l'Etat américain.

#### **«DES DÉCENNIES POUR RECONSTRUIRE»**

Et cette fois patiente en des fruits tardifs, à goûter seulement une fois bravée l'épreuve de feu initial, est très loin de fédérer ses pairs: l'association des agriculteurs du Montana, présidée par Walter Schweitzer, s'est jointe le 21 avril à la procédure déjà intentée en justice contre le gouvernement fédéral par plusieurs représentants de la nation amérindienne des Pieds-Noirs. Ces derniers, dont le territoire historique déborde la frontière américano-canadienne, dénoncent à la fois la violation de traités vieux de deux siècles, passés entre l'Etat fédéral et les populations autochtones, et un dévoiement de la Constitution américaine, qui réserve en théorie aux législateurs du Congrès le pouvoir de présider à la politique commerciale du pays.

«Du jour au lendemain, ces droits de douane aléatoires ont détruit des marchés qu'il faudra des décennies pour reconstruire», argue ainsi Schweitzer. Et les yeux clairs du vieux rancher à la carrure de grizzly argenté de se baigner de larmes, en rappelant que sa corporation entretient l'un des taux de suicide les plus élevés qui soit: «J'ai vu des amis être ainsi emportés par l'anxiété, cette pression très noire de devenir peut-être celui qui conduira une ferme héritée de trois ou quatre générations à sa perte. C'est terriblement déprimant. Et c'est ce qui menace trop de nos voisins aujourd'hui.»



Erik Somerfeld, 54 ans, dans sa ferme de Power (Montana), où il cultive céréales et légumineuses, et élève quelques vaches.



Marine Le Pen, le 11 mars à Flamanville (Manche). PHOTO MATHIS HARPHAM. PHOTOPQR OUEST FRANCE

# Le refus de la transition énergétique, planche de censure du RN

Par  
**NICOLAS MASSOL**

**L**e Rassemblement national va-t-il couper le courant au gouvernement ? Alors que les travaux de l'Assemblée nationale doivent reprendre ce lundi, avec une déclaration du gouvernement «sur la souveraineté énergétique de la France», suivie d'un débat sans vote dans l'hémicycle, le parti d'extrême droite fait monter la menace d'une censure en cas d'adoption par décret de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Le RN réclame de passer par la loi pour mettre en débat ce texte, qui doit fixer la stratégie en matière de production et de consommation d'énergie en France sur la période 2025-2035, auquel il trouve beaucoup à redire sur le fond. A commencer par son objectif de réduire la part des énergies fossiles dans la consommation de 58 % en 2023 à 30 % en 2035, en faisant la part belle aux énergies renouvelables, que les frontistes qualifient péjorativement d'«intervallentes» – avec pour objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

Après plusieurs mois passés à subir les séquences politiques et judiciaires, le parti d'extrême droite compte profiter du débat sur l'énergie pour reprendre la main et s'opposer au gouvernement.

**JUSTIFIER LA NON-CENSURE**  
Voilà plusieurs semaines que le parti d'extrême droite brandit sa menace. «S'ils mettent en œuvre ce plan de 37 milliards d'euros de RTE pour raccorder les éoliennes en mer par décret, sans passer par le vote, je vais me fâcher!» tempêtait Le Pen, en marge d'un voyage au Tchad mi-mars. Quelques

jours plus tôt, la députée du Pas-de-Calais présentait les mêmes doléances lors de la visite de l'EPR de Flamanville. En parallèle, le numéro 2 du RN à l'Assemblée, Jean-Philippe Tangy, déposait une proposition de loi issue du parti Les Républicains adoptée au Sénat en octobre, portant sur la programmation nationale et la simplification normative dans le secteur économique de l'énergie, et tenait une conférence de presse pour l'occasion. L'élu de la Somme, qui parlera ce lundi pour son groupe, se frotte les mains : il voit dans le sujet l'occasion pour son parti d'enfin reprendre la main, après avoir passé les premiers mois de l'année à subir. Avant la condamnation de Marine Le Pen, le 31 mars, le RN a avalisé – en s'abstenant – le choix de Macron de nommer son copain Richard Ferrand à la tête du Conseil constitutionnel, laissant imaginer l'existence d'un deal caché dans le but de sauver l'avenir politique de la cheffe... Quelques semaines plus tôt, il avait fallu encore justifier le choix de ne pas censurer le nouveau Premier ministre, François Bayrou, sur le projet de loi de finance. «Les gens ne comprendraient plus qu'on censure sur le budget, ils ont besoin de stabilité», croit savoir un député RN, encore échaudé par les réactions de la droite et des notables de sa circonscription après la chute du gouvernement Barnier.

#### «ROUVRIR UN FRONT»

Cette mauvaise période est passée, veut penser Tangy : «Je répète aux macronistes : méfiez-vous, le budget de Bayrou était impraticable, il n'y avait pas de prise, mais là on peut faire de la politique, on a tout pour faire une campagne», estime-t-il. D'autant plus à l'aise que, selon lui, «ce sujet emmerde tout le monde», à commencer par la gauche qui serait moins antinucléaire qu'à une époque et regarde ses chaussures, et les macronistes où «vous ne trouverez pas grand monde pour défendre la PPE», le monsieur énergie du RN estime «avoir tout à gagner à rouvrir un front sur le prix de l'énergie». Sur ce sujet, le parti d'extrême droite joue à domicile. Depuis la présidentielle de 2022 et sa proposition phare – et coûteuse – de baisse de la TVA sur les carburants. Marine Le Pen cherche à s'installer à la fois comme avocate de ceux qui sont contraints de recourir aux énergies fossiles et comme championne du nucléaire (pour faire accroire qu'elle n'est pas anti écolo). En plus de se voir reprocher de vouloir «maintenir» une «forme de dépendance aux énergies fossiles, qui viennent de la Russie [et des] Etats-Unis», la députée dévoile son refus idéologique de faire une place aux renouvelables dans le mix énergétique français. Peu importe, estime-t-on au RN, où la dénonciation des ZFE ou de l'interdiction de la production de nouvelles voitures thermiques en 2035 alimentent le récit d'une victimisation des automobilistes. Jordan Bardella, courant mars, n'a pas manqué de leur apporter son soutien en dénonçant l'Europe. Tangy jubile : «C'est cadeau pour nous, le prix de l'essence qui va monter... je peux tenir deux ans dessus, on reprend la main sur un sujet de fond après un budget où notre position n'était pas claire et c'est un sujet qui reviendra à la présidentielle.» Reste à savoir quel candidat le portera pour le RN. ◆

# La PPE, tout un programme pour 2035

## La Programmation pluriannuelle de l'énergie, qui doit être adoptée avant l'été, vise à réduire la part des sources fossiles en France.

**P**ubliée en novembre, mais pas encore adoptée, la troisième Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) se fait attendre. Ce texte promis par plusieurs gouvernements suscite notamment l'impatience des entreprises du secteur de l'énergie ou de celles qui en dépendent fortement, comme les transports. Mais s'il reste encore quelques rendez-vous, notamment ce lundi à l'Assemblée nationale à l'occasion d'un débat sans vote, le bout du tunnel semble proche, avec la publication attendue dans les semaines suivantes du décret qui la mettra en vigueur. Le point sur le rôle et l'évolution de cette PPE.

### A quoi sert une PPE ?

Avec la Stratégie nationale bas-carbone, la «feuille de route en matière d'atténuation à long terme pour l'ensemble des secteurs», et le Plan national d'adaptation au changement climatique, la PPE fait partie d'un groupe de textes dressant la stratégie de l'Etat en termes de transition énergétique et environnementale. Spécifiquement, elle «établit les priorités d'action de l'Etat en matière d'énergie pour la France hexagonale hors Corse [l'île et l'outre-mer ont leur propre texte, ndlr], dans les dix années à venir, partagées en deux périodes de cinq ans», explique le document de près de 300 pages, en comptant la riche annexe sur les transports.

Elle instruit notamment deux sujets de débat : «l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la baisse de la consommation d'énergie primaire, en particulier fossile», et le «développement de l'exploitation des énergies renouvelables (ENR) et de récupération». La PPE – dont la première édition a été publiée en 2016 et la seconde en 2018 – couvre aussi bien des questions de mix énergétique que d'approvisionnement ou de prix. Et le texte de rappeler qu'il ne s'agit pas d'un «exercice de prévision mais bien de planification complète et intégrée», avec une «portée normative».

### Quels étaient les premiers objectifs de la PPE ?

En novembre, la première version de la PPE 3, soumise à consultation, a fixé de nouveaux objectifs. Concernant la consommation primaire des énergies fossiles, le texte prévoit, pour le pétrole, une baisse de 713 TWh en 2022 à 500 TWh en 2030 et 336 TWh en 2035 et, pour le gaz de 386 TWh en 2022 à 297 TWh en 2030 et 214 TWh en 2035. La part des énergies fossiles dans la consommation finale énergétique passerait de 59% en 2022 à 42% en 2030 puis 30% en 2035.

Pour y parvenir, le gouvernement compte en particulier agir sur le remplacement des chaudières au fioul, au profit notamment des pompes à chaleur, et de la progression du parc de voitures électriques. La PPE retient d'ailleurs un objectif de 66% de voitures à zéro émission parmi les ventes neuves en 2030, ce qui permettrait d'atteindre 15% du parc total. Il y a encore du boulot : au premier trimestre 2025, les ventes de voitures électriques ne représenteraient que 18,2% du total dans l'Hexagone. Une part qui stagne

depuis un an et sur laquelle le gouvernement ne semble plus vouloir agir, après avoir diminué, supprimé ou retardé la plupart des aides. Si l'électricité en France était à 95% décarbonée l'an dernier, le pays accuse toujours un retard sur le développement des ENR. La PPE 3 aborde la question du nucléaire, en embrassant les projections que RTE, le gestionnaire du réseau, a publiées dans son bilan prévisionnel en 2023 (360 TWh). Et au-delà des débats sur la place du nucléaire dans le mix électrique, les premiers EPR2 ne sortiront pas de terre avant 2038. La PPE préfère donc remplacer les énergies fossiles par des renouvelables sans attendre l'atome : le photovoltaïque et l'éolien terrestre qui mettent, eux, entre deux et quatre ans pour être connectés au réseau, encore moins pour certaines installations solaires sur les toits.

Les objectifs sont ambitieux : de 58 TWh pour l'éolien et le solaire en 2022, à 143 TWh en 2030 et 243 TWh en 2035. En incluant l'hydroélectricité, sur laquelle Paris et EDF sont en plein bras de fer avec Bruxelles pour permettre d'augmenter la production, les ENR passeraient à 35% de la production d'électricité dans cinq ans puis 44% en 2035. Trop pour 160 parlementaires mais aussi pour l'ex-PDG d'EDF Henri Proglio, qui ont signé fin mars un courrier dans lequel ils dénoncent une «trajectoire imposée» et «l'idéologie des

renouvelables». La PPE 3 ne peut pourtant pas faire grand-chose contre le retard des EPR2.

### Comment a évolué la PPE depuis novembre ?

Après les premières consultations, le gouvernement a apporté quelques modifications substantielles. A commencer par l'ajout d'un chapitre sur l'électrification des usages, au cœur de tous les sujets portant sur les transitions énergétiques efficaces, en parallèle de la sobriété et de l'efficacité énergétiques. Or la consommation n'accélère pas en raison des mutations technologiques qui tardent à être adoptées en masse, mais aussi des prix de l'électricité qui ont bondi en vingt ans. C'est en partie pour cela que le gouvernement a décidé de freiner le développement de l'éolien terrestre et du solaire, la technologie qui progresse le plus ces dernières années. Et l'exécutif d'annoncer une révision des «cibles proposées pour 2035 [jugées] trop ambitieuses au regard du retard pris dans l'électrification des usages». La PPE a pris en compte le retard pris par la filière hydrogène. Alors que le gouvernement avait pour objectif d'installer 6,5 GW d'électrolyseurs, qui produisent l'hydrogène vert, la PPE vise désormais d'en «installer jusqu'à 4,5 GW». Un recul officialisé dans la Stratégie nationale hydrogène mi-avril.

DAMIEN DOLE

**Les informés**  
de Jean-Rémi Baudot  
et Agathe Lambret,  
du lundi au jeudi  
à 20h

1h de décryptage  
et d'analyse  
de l'actualité

chaque lundi  
avec

Libération

franceinfo:

radio . web . tv canal 27

© Photo : Christophe Abramowitz / Radio France





Par  
**MAÏTÉ DARNIAULT**  
 Correspondante à Lyon  
 Photos **BRUNO AMSLEEM**

**Q**uand elle raconte son quotidien, Stéphanie Jobard alterne entre «je» et «on». Autant par pudeur sur son train de vie modeste que pour s'ancrer dans un collectif. Celui de nombre de travailleurs pour qui le salaire minimum (smic) reste la seule ligne d'horizon salariale. Pull framboise et fines lunettes qui soulignent ses yeux clairs, la célibataire sans enfant vit à dix minutes à pied de la crèche où elle est agente technique depuis 2018 à Villeurbanne (métropole de Lyon). Son T1 lui coûte 550 euros par mois, auxquels s'ajoutent près de 250 euros de mutuelle, de factures d'eau, d'électricité et de gaz. «Je ne pars pas en vacances d'ordinaire car je ne peux pas, les locations sont trop chères en août. Avec l'augmentation des courses, on met moins d'huile d'olive dans les plats, on fait plusieurs magasins et on essaie d'en prendre quand il y a des promos.»

Gouvernante d'hôtel durant vingt ans, la quinquagénaire a quitté le secteur «fatiguée». «Dans la petite enfance, on a au moins le sourire.» Celle qui gagnait auparavant «1500 euros et des bananes» a reçu en mars sa première feuille de paie gonflée de près de 150 euros. «Ça va faire du bien, on va pouvoir mettre de côté pour partir au moins une semaine, ou faire une ou deux sorties de plus», se réjouit cette adepte des cures thermales. Stéphanie Jobard fait partie des 1428 employés de la municipalité, sur un effectif de 2500 personnes, qui bénéficient de la création d'un salaire socle de 1632 euros nets mensuels (contre 1426 euros nets avant), votée en décembre par l'exécutif de gauche plurielle piloté par le maire socialiste, Cédric Van Styvendael. «Ce n'est pas du fric en plus pour acheter la paix sociale, c'est la symétrie des attentions, chacun attend un engagement réciproque, souligne l'élu. Je suis de ces maires qui considèrent qu'on a besoin des fonctionnaires et qu'il faut les payer, tout autant qu'on a besoin de faire évoluer les administrations.»

Cette mesure phare – le smic à 1600 euros – du Nouveau Front populaire lors de la campagne législative de 2024 a alimenté le procès en irréalisme des gauches au lendemain désenchanté du «quoi qu'il en coûte» de l'ère Covid. A Villeurbanne, elle est l'aboutissement d'une revalorisation globale de la paie des agents de la fonction publique territoriale entreprise dès le

# Villeurbanne

## Un meilleur smic pour la fonction publique

La ville de la métropole lyonnaise a revalorisé la paie de ses fonctionnaires territoriaux.

Une mesure portée par le NFP lors des législatives anticipées, permise selon la municipalité par une bonne gestion financière.

début de mandat. «C'est un choix politique fort, on a des convictions et on les défend», assume Olivier Glück, adjoint La France insoumise chargé des ressources humaines et du dialogue social. Ça prouve que localement, on peut prendre des décisions qui ont un impact sur la vie des agents publics, sur leur pouvoir d'achat. Les agents de catégorie C n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois, surtout dans les métropoles, les personnes doivent habiter de plus en plus loin, ça influe sur les conditions de travail de celles qui commencent leur journée tôt.»

### «C'EST L'UN DES SOCLES DE LA RÉPUBLIQUE»

L'instauration de ce minimum va d'abord profiter aux agents de cette catégorie, soit 60% de la masse salariale de la collectivité. Avec 15% de postes non pourvus dans les métiers en tension (petite enfance, médico-social, animation, services techniques ou police municipale), cette décision entend résorber un

déficit structurel d'attractivité. «Depuis plusieurs années, il y a ce discours ambiant de la droite qui vise à dire qu'il y a trop de services publics, qu'il faut débureaucratiser à tous les étages, c'est dangereux parce que les habitants ont en réalité de grosses attentes en la matière, c'est l'un des socles de la République», plaide Olivier Glück. Cette nouvelle garantie s'attaque également aux inégalités entre les femmes et les hommes, dont l'écart de salaire tourne encore autour de 10% à Villeurbanne: 72% de l'enveloppe globale vont être flétris vers du personnel féminin, qui représente 68% des employés de la mairie.

Le salaire des fonctionnaires territoriaux se compose en majorité du traitement indiciaire fixé par une grille nationale, auquel s'ajoute le régime indemnitaire, soit une part variable déterminée par les collectivités. A Villeurbanne, elle est historiquement assez élevée (entre 15% à 20% de la paie totale). Pour dépas-

ser la barre des 1600 euros mensuels, la municipalité a augmenté le point d'indice de ce régime de près de 2,5% et le budget dédié est passé de 7,5 millions d'euros en 2020 à 9 millions d'euros aujourd'hui. En 2025, un million d'euros supplémentaire va être consacré à cette revalorisation et, l'année prochaine, un autre million d'euros financera une nouvelle prime annuelle de 500 euros bruts pour chaque agent de la ville, «pour que tout le monde touche quelque chose, quelles que soient sa filière et son ancéneté», détaille Olivier Glück. Sans compter l'effet domino suscité par le relèvement du socle, qui a eu, selon l'élu, «un impact sur d'autres métiers dans la catégorie B, car on a voulu conserver certains écarts». Ce choix a été approuvé par toutes les composantes de la majorité de gauche. «On peut se le permettre sans couper ailleurs, car notre gestion financière est bonne, fait valoir l'adjoint. On va augmenter les cotisations retraites sur les trois



Anthony, 31 ans, adjoint technique aux

prochaines années et on va emprunter un peu plus, sans pour autant se mettre dans le rouge.» La bonne méthode, d'après lui, pour «valoriser ce sens du service public souvent très fort chez les personnels municipaux».

C'est bien «pour servir l'intérêt général» que Davy Baron a accepté le premier CDI de sa vie à 44 ans. Jardinier municipal depuis trois ans à Villeurbanne, ce baroudeur en reconversion se satisfait du récent coup de pouce, «pour ne pas juste survivre entre le prix de la bouffe et le loyer». «Génération taille douce» plutôt que «glyphosate», il apprécie de se former pour «être plus respectueux du végétal» et d'animer en retour des ateliers sur la biodiversité auprès des scolaires.

### «ÇA A ÉTÉ UNE BONNE SURPRISE»

Un travail «en circuit court» où règne une «grosse entraide», salue Anthony, son collègue depuis un an. Après quinze ans «à courir sur les chantiers en faisant du 7h15 - 19 h 30», ce paysagiste de 31 ans a intégré le service des espaces verts de Villeurbanne, qui compte une quarantaine d'ouvriers, agents de catégorie C. «J'avais fait une fixette en me disant que je serai payé 1300 ou 1400 euros et ça a été une bonne surprise» d'être embauché à «1681 euros nets» par mois. Il vient de passer à 1730 euros avec la revalorisation. Sa compagne est enseignante. «On s'en sort bien à deux salaires, estime



espaces verts à Villeurbanne, le 20 mars.



Sur les 2 500 employés municipaux de Villeurbanne, 1 428 ont bénéficié du salaire socle.

celui qui travaille désormais à quelques arrêts de métro de son logement. Mais les 50 euros en plus et la prime, ça fera toujours du bien pour faire des courses pour les petits.» Père de trois jeunes enfants, Anthony a vu son salaire fondre en rejoignant le public. «Dans le privé, tu fais des sous mais à 45 ou 50 ans, tu

es cassé en huit.» Un revenu autour de 2 500 euros pour une cinquantaine d'heures par semaine, «en permanence à 200 à l'heure» et samedi parfois compris, un «chef sans pitié», la «pression de se demander sur quel client tu vas tomber», des déplacements fréquents hors de l'agglomération: il a troqué sans regret

cette «vie «dai dai» contre la satisfaction de «récupérer les enfants à l'école, s'occuper d'eux, faire à manger avant que [sa] femme ne rentre». Contre celle, aussi, de «bosser avec des gens braves, des responsables avenants et assez présents, avec des réunions de concertation et des projets qui voient le jour». ◆

# A Lyon, l'unité du NFP à l'épreuve des dissensions nationales

**Insoumis, écologistes,  
et socialistes  
travaillaient  
jusqu'alors en bonne  
intelligence dans  
la capitale des Gaules.  
Mais le rejet du PS par  
Jean-Luc Mélenchon  
complique la donne  
à l'approche des  
municipales 2026**

au mouvement de l'ancienne insoumise Clémentine Autain, L'Après. Un moyen, pour lui, de «cultiver la dynamique partenariale» qui a fait ses preuves au sein du NFP à la lyonnaise. Piloté par les écologistes à la ville et à la métropole (et par un socialiste à Villeurbanne), cet arc vert, rose et rouge suscite en effet depuis cinq ans la satisfaction de la grande majorité des partenaires de gauche.

**L'**unité de la gauche, c'était l'appel de la base, et il a trouvé un certain écho à Lyon. Mais pas sans faire de dégâts dans les rangs insoumis. En février, Laurent Bosetti, adjoint La France insoumise (LFI) au maire écologiste de Lyon, Grégory Doucet, a émis des doutes sur l'excommunication des socialistes du Nouveau Front populaire prononcée par Jean-Luc Mélenchon. «Nous devons préserver l'unité de la gauche face à la réaction», a affirmé Laurent Bosetti dans un communiqué, citant en exemple ces «exécutifs NFP» qui, contre les forces réactionnaires, «à Lyon, à Villeurbanne, à la métropole de Lyon [...] nous permettent de transformer la ville au prisme de la justice sociale et de la transition écologique». La riposte ne s'est pas fait attendre. Les députés LFI de Lyon et Villeurbanne, Anaïs Beloussa-Cherifi et Gabriel Amard, deux proches du patriarche insoumis, ont alors mis en garde le dissident.

**Désaccord.** «Il n'y a pas plus unitaires que nous, nous continuerons à rassembler sur les bases du programme du NFP», a rassuré Amard. Mais «pas question de se rassembler sur la base de la capitulation du PS», a-t-il aussi averti. Alors Laurent Bosetti a fini par jeter l'éponge en annonçant le 10 avril son départ de LFI, en raison de son «désaccord» avec la «ligne stratégique» du parti, et son adhésion

«Nous devons préserver l'unité de la gauche face à la réaction.»

**Laurent Bosetti** adjoint (ex-LFI) au maire écologiste de Lyon, Grégory Doucet

**MAITÉ DARNAULT**  
Correspondante à Lyon

Par

**JULIE BRAFMAN**

Dessins COCO

**U**n scénariste se serait sans doute plus à imaginer le carambolage, deux mondes qui se percutent façon big-bang, celui d'une instagrameuse bimbo, impératrice de la téléréalité, et celui d'une bande de vieux marlous qui fantasment sur ses bijoux. Notamment cette «ring», une bague de la taille d'une phalange qu'elle exhibe sur les réseaux sociaux et qui brille plus fort que le soleil. Mais comme la vie se charge souvent du boulot des scénaristes, il n'y a pas eu besoin de recruter. A partir de ce lundi et jusqu'au 23 mai, dix personnes seront jugées devant la cour d'assises de Paris pour avoir participé, à différents degrés, au vol ou à la séquestration de Kim Kardashian, 44 ans, lors de son séjour parisien, neuf ans plus tôt. Cette brochette d'accusés, appartenant pour la plupart à un autre âge du banditisme hexagonal, aurait commis en douze minutes top chrono le plus gros braquage d'un particulier de ces vingt dernières années. Butin: 9 millions d'euros.

Sous les lambris de la salle d'audience, ils comparaîtront libres, sous contrôle judiciaire. Beaucoup sont âgés, leur santé fragile n'a guère été améliorée par les années de prison. Le cas de Pierre Bouanane dit «Gros Pierrot», le doyen de la bande âgé de 80 ans, a dû être disjoint car il n'est pas en état d'être jugé. Marceau Baum-Gertner, alias «Nez râpé», chargé selon l'enquête de revendre les bijoux volés en Belgique, est mort en mars, à 72 ans. Et à quelques jours du procès, la justice se creuse encore les méninges pour trouver une solution afin que Aomar Aït Khedache, 68 ans, qui souffre de surdité, puisse s'exprimer par écrit. «Pour le moment, on ne sait pas encore si ce sera un dispositif avec une intelligence artificielle ou des sténodactylos», précise à *Libération* son avocate Mme Chloé Arnoux qui le défend aux côtés de Mme Frank Berton.

#### MENOTTES EN PLASTIQUE

Revenons en 2016. A l'époque, Kim Kardashian, femme d'affaires multimillionnaire et reine du Web du haut de ses 84 millions d'abonnés (elle en a 357 millions aujourd'hui), se rend, comme chaque année, dans la capitale pour assister aux défilés de la Fashion Week. Le 29 septembre, son jet privé se pose à l'aéroport du Bourget où elle débarque avec sa styliste, son garde du corps, son assistante et sa sœur. Son mari d'alors, le rappeur Kanye West, est resté à New York car il doit monter sur scène. Le 2 octobre, après avoir assisté au défilé Givenchy, Kim Kardashian va dîner dans le Marais puis elle rentre, vers minuit, dans sa résidence hôtelière de luxe, le No Address, cachée derrière une porte cochère de la rue Tronchet, près de la place de la Madeleine (VIII<sup>e</sup> arrondissement). Tandis que sa sœur fait la fiesta en boîte de nuit, Kim Kardashian, elle, travaille

# BRAQUAGE DE KIM KARDASHIAN

# Neuf ans après, la «horde of the ring» en procès

Dix personnes, dont cinq vieux voyous, comparaissent devant la cour d'assises de Paris à partir de ce lundi pour leur implication dans le vol des bijoux de la star américaine en 2016, dépouillée pour un butin total de 9 millions d'euros.



en peignoir dans sa chambre. Des bruits étouffés provenant du couloir l'inquiètent un peu. «Qui est là?» demande-t-elle. Pas de réponse. Il est 2h56, pressentant que quelque chose ne tourne pas rond, elle téléphone à son garde du corps. Elle n'a pas le temps de parler que deux hommes cagoulés et gantés, portant des blousons siglés «Police», déboulent dans la pièce en tenant le réceptionniste en joue avec une arme de poing. Quelques minutes plus tôt, ces deux braqueurs ont sommé

Abderrahmane O. – étudiant algérien en sémiologie qui travaille dans le gardiennage pour financer ses études – de les conduire jusqu'à «la femme du rappeur». Les trois autres sont restés dans le hall pour faire le guet. Dans la chambre au premier étage, Kim Kardashian fait face à un homme d'environ 1,80 m, affublé d'un masque de ski, qui répète avec un accent à couper au couteau: «Money, money, money.» Un autre, plus petit (environ 1,70 m), plus nerveux aussi, portant

d'épaisses lunettes de vue, montre son doigt en s'exclamant «la ring, la ring». La star en peignoir les contemple, incrédule. Elle imagine le pire, des violeurs, des terroristes... Elle pleure, les supplie de l'épargner. Grâce au réceptionniste menotté qui joue les traducteurs avec sang froid, elle finit par comprendre et désigne sa table de chevet. Les malfaiteurs empochent l'énorme diamant. Ils poursuivent la fouille, se servent dans le sac à main, embarquent le coffret à bijoux Louis

Vuitton contenant des colliers, des bracelets, des boucles d'oreilles et même une montre Rolex. Ils ont encore le temps de chaparder les différents Iphone de la star et de la déposer, attachée avec des menottes en plastique et bâillonnée avec du scotch noir, dans la salle de bains avant de filer dare-dare. Kim Kardashian patiente quelques minutes dans une «terreur totale» avant de réussir à se libérer. Son garde du corps la trouvera en état de choc. Ce soir du 2 octobre, les truands ont réussi un sacré coup: le butin est estimé à 9 millions d'euros. La «ring» de fiançailles en vaut à elle seule 4 millions. La Brigade de répression du banditisme arrive aussitôt sur les lieux mais mauvaise nouvelle: pour préserver l'anonymat des clients, il n'y a pas de vidéosurveillance au No Address. Qu'à cela ne tienne, grâce aux caméras extérieures, les policiers disposent tout de même d'un sacré film. A 2h34 du matin, on y voit trois cyclistes – qui n'incarnent pas franchement la discréction avec leurs gilets à bandes réfléchissantes – et deux piétons vêtus de noir, entrer dans l'hôtel de luxe. Une Peugeot 508 de couleur noire semble attendre plus loin. D'emblée, les enquêteurs doutent un peu du professionnalisme de l'équipage... mais la suite de la vidéo relève carrément du gag. Après le braquage, la bretelle du sac contenant les bijoux se prend dans la roue arrière du vélo d'un des voyous qui prend la fuite. Il chute. Le butin s'éparpille sur la chaussée. Il le ramasse à la va-vite. Puis marche en poussant piteusement sa bécane jusqu'à une bouche de métro. Quelques jours plus tard, une passante honnête rapportera au commissariat un pendentif orné d'une croix en diamants qui gisait au sol.

#### 16 900 EUROS DANS LE BAC À LÉGUMES

Dès le lendemain du cambriolage, la vedette traumatisée quitte le pays dans son jet tandis que les médias du monde entier ne parlent plus que de ça. La maire de Paris, Anne Hidalgo, voudrait bien éteindre la polémique: «Cet acte très rare, survenu dans un espace privé, ne remet en aucun cas en cause le travail des policiers et la sécurité de l'espace public parisien.» La préfecture de Paris aussi: «Tout est mis en œuvre pour élucider cette affaire et interroger les auteurs.» Autrement dit, il ne faut pas se louper, il en va de la réputation de la France à l'international. Les enquêteurs se lancent à tout berzingue pour identifier les membres du commando. Ils sont aidés par quelques bourdes: les morceaux de scotch regorgent d'ADN. Un recouplement avec le fichier national automatisé des empreintes génétiques permet d'identifier un certain Pascal qui n'est autre qu'un faux nom utilisé par Aomar Aït Khedache. Ce sexagénaire surnommé «Omar le Vieux», déjà tombé pour plusieurs affaires de vol, est en pleine cavale. Voilà six ans qu'il est recherché dans le cadre d'une affaire de trafic de stupéfiants. Pendant des semaines, les policiers remontent sa piste, ils analysent



plusieurs «lignes de guerre», ces téléphones en circuits fermés qui n'ont émis que pendant le braquage, ils tombent sur des conversations avec un langage codé où Omar le Vieux fixe rendez-vous au «Grand» et au «Gros» au «lieu habituel». «Cathy», son ancienne compagne qui l'héberge, est moins rigoureuse. Perdue dans le langage codé, elle utilise volontiers des prénoms... Durant les filatures, les policiers observent ensuite Omar le Vieux avec des comparses dans différents bistrots parisiens. En décembre 2016, les enquêteurs réalisent carrément un album photo de ce qui semble être un rendez-vous de répartition du magot dans un bar du XII<sup>e</sup> arrondissement... Finalement le 9 janvier 2017: coup de filet. Au bout de sa troisième audition de garde à vue, Omar le Vieux – chez qui on a trouvé 16 900 euros dans le bac à légumes de son réfrigérateur – finit par admettre qu'il a été contacté par «quelqu'un» qui lui a fourni des renseignements très précis sur une vedette américaine aux bijoux très précieux. Cet «informateur» lui aurait également indiqué que les conditions seraient bonnes pour passer à l'acte le 2 octobre. Après avoir acheté des tenues, fait quelques re-

pérages et regardé en boucle l'image du caillou 18,8 carats sur Instagram, les vieux voyous auraient finalisé l'opération par l'acquisition de vélos sur Le Bon Coin. C'était mieux pour ne pas éveiller les soupçons, considérait Omar le Vieux. Sauf que deux membres du groupe étaient réticents, ils préféraient venir en taxi.

#### **«MES AUGUSTES FESSES DANS LE BOX»**

«Mon client réfute être le cerveau de l'opération. Mais comme son ADN a été le premier identifié, les enquêteurs ont tout construit autour de lui», insiste M<sup>e</sup> Arnoux. Selon les enquêteurs, Omar le Vieux serait le premier braqueur dans la chambre de Kim Kardashian et le deuxième serait Didier Dubreucq, 69 ans aujourd'hui, dit «Yeux bleus». «Très défavorablement connu des services de police», selon l'expression consacrée, ce plombier au chômage a effectué vingt-trois ans de prison pour braquage et trafic de stupéfiants. En garde à vue, Yeux bleus conteste fermement. Et continuera de le faire lors de l'instruction, écrivant à la juge pour dénoncer un dossier fait de supputations. De son côté, Yunice Abbas,

71 ans, casier judiciaire également bien noir et identifié comme l'homme de la cascade à vélo, passe à table. Il avoue qu'un ami qui «comptait sur lui» et lui avait prêté de l'argent l'a embringué dans le coup. Comme il avait des problèmes cardiaques, il était réticent mais cet ami l'avait rassuré: son rôle consisterait à faire le guet. Un rôle qui ne l'empêchera pas de publier, quelques années plus tard, un livre au titre qui a certainement donné des sueurs froides à son avocat: *J'ai séquestré Kim Kardashian* (l'Archipel, 2021). «D'ici à quelques semaines, j'aurai l'occasion de poser mes augustes fesses dans le box d'un tribunal», écrit-il. Ce ne sera certes pas

**«Je trouve que c'est devenu comme un fardeau d'avoir la responsabilité de porter des bijoux aussi chers.»**

**Kim Kardashian**

*une première fois mais, foi de Yunice, il s'agira bel et bien de la dernière. J'en ai fini avec les conneries.*» Parmi les autres suspects figure François Delaporte, 62 ans. Dans un premier temps identifié sur les vidéos du casse à cause de sa démarche boîtiante, il a été mis hors de cause (il sera jugé pour une affaire connexe). Les enquêteurs pensent que le mystérieux «XH6» (sixième homme non identifié) serait plutôt Marc-Alexandre Boyer, 35 ans, au casier déjà bien garni et arrêté au mois d'avril 2017. Mais ce dernier, au profil plus juvénile, nie faire partie de l'équipe.

#### **«OÙ EST PASSÉE LA BAGUE?»**

Arrivent ensuite divers intermédiaires comme Harminy Aït Khedache, le fils d'Omar le Vieux, chauffeur de 37 ans, qui aurait attendu son père dans la Peugeot 508. «Mon client soutient qu'il ne savait rien», précise M<sup>e</sup> Margot Pugliese qui le défend aux côtés de M<sup>e</sup> Joseph Hazan. *Ce soir-là, il a conduit son père comme il le conduisait n'importe où.* Ou encore Christiane Glotin dite «Cathy», 78 ans, ancienne compagne d'Omar le Vieux qui lui rendait des «services» et Gary Madar, 35 ans, le frère du chauffeur employé

depuis des années par Kim Kardashian. Même après une si longue instruction, il reste encore des zones d'ombre et surtout une grande inconnue : où est passée la bague ? La plupart des bijoux volés auraient été fondues après avoir été acheminées en Belgique par Nez râpé. «*Je n'y tiens plus comme avant. En fait, je trouve que c'est même devenu comme un fardeau d'avoir la responsabilité d'en porter d'aussi chers*», déclarait Kim Kardashian lors d'une audition par la juge venue tout spécialement à New York. Le 13 mai, la star planétaire devrait témoigner au procès face à ses vieux braqueurs, dans un palais de justice investi par 400 journalistes dont un quart d'étrangers. Depuis les faits, l'ex-réceptionniste Abderrahmane O. est rentré en Algérie, faute de papiers. «*Il a été traumatisé par cette nuit-là mais surtout par le soupçon qu'on a fait peser sur lui. Les gens l'ont pris pour un complice de l'intérieur*», souligne M<sup>e</sup> Henri de Beauregard. L'avocat aimeraient bien que l'on cesse avec le narratif des «pays braqueurs» et de la «starlette irréelle». Du moins, il aimeraient qu'on se souvienne qu'*«au milieu de tout ça, il y avait un mec qui voulait juste payer ses études»*. ◀



LIBÉ.FR

### Manuel Valls attendu en Nouvelle-Calédonie, où le chemin vers un accord se rétrécit

Entre des loyalistes inflexibles et des indépendantistes accusés de ne pas jouer le jeu, le ministre des Outre-Mer a peu de marges pour faire accepter un accord sur l'avenir institutionnel de l'archipel. Il y est attendu mercredi pour un nouveau cycle de négociations, un troisième déplacement en trois mois. PHOTO LUDOVIC MARIN. AFP

# Trump-Zelensky: deux présidents sages pour une image

**Deux mois après la catastrophique rencontre entre les dirigeants américain et ukrainien, leur échange samedi lors des funérailles du pape surjoue la franchise et la mansuétude.**

Par  
**DIDIER PÉRON**

«Une réunion très symbolique qui a le potentiel de devenir historique»... Volodymyr Zelensky postait samedi sur son compte X cette photographie et ce commentaire. Son ministre des Affaires étrangères, Andrii Sybiha, diffusait la même image assortie de cette légende: «Il n'y a pas de mots pour décrire l'importance de cette rencontre historique.» La photographie a ensuite été diffusée via AFP avec la mention Ukrainian Foreign Ministry/AFP/Getty Images, indiquant donc que le staff de Zelensky avait lui-même œuvré à la diffusion la plus large possible de cette courte épiphanie ukraino-américaine, sous la haute autorité post-mortem du pape François gisant quelque part hors-champ entre souvenir d'une grande mansuétude apostolique et souffle glacé de la mort imparable dans le cadre enchanteur de la Basilique Saint-Pierre au Vatican.

**Face-à-face.** Il fallait saisir au vol et fixer dans son improbable surgissement ce conciliabule *sotto voce* inversant tous les signes déposés, là encore pour l'histoire, fin février lors de la catastrophique réunion à la Maison Blanche entre le président américain et son homologue ukrainien. Ce jour-là,

Zelensky avait dû endurer devant des dizaines de journalistes et de caméras une séance coordonnée entre Trump et le vice-président J.D. Vance d'étrillage politico-géo-stratégique, le distribuant de facto non plus dans le rôle de la victime d'une agression guerrière de grande ampleur, mais dans celui d'un coupable véritablement remis à sa place à la fois pour son manque de clairvoyance, son arrogance, son ingratitudine et ses fringues. Un épisode de vrillage interprétatif, de looping théorique et de propagande pro-russe inouïe testée live. Depuis lors, et son départ précipité de la Maison Blanche dont il fut littéralement expulsé, Zelensky, sous pression croissante tant la souveraineté de son pays dépend du bon vouloir d'un allié devenu malveillant, a travaillé avec une dignité exemplaire à garder la tête haute et à n'afficher aucune trace d'offense personnelle ou, plus largement, le moindre dégoût apparent du genre humain, ce qui serait la réaction la plus naturelle du monde. Il lui faut ce samedi à Rome un self-control savamment affûté, sachant que la veille dans *Time Magazine*, Trump, tirant le bilan de ses cent premiers jours de deuxième mandat épileptique, affirmait sans émotion que la Russie garderait la Crimée et que l'Ukraine avait elle-même autodéclenché son invasion en prétendant rejoindre l'Otan.

Le face-à-face au Vatican, dans l'impressionnante démesure de marbre d'une basilique parachevée par Michel-Ange, offre par l'obligation pour l'un et l'autre de se regarder en face, simule pour nous une bulle d'isolement alors qu'autour vibrent des centaines d'invités et de religieux sur les

**LA PHOTO DU WEEK-END**

précisément ce en quoi il a sidéré. Soudain, ce qui d'usage se discute et se règle sans témoin dans les antichambres feutrées des chancelleries devenait un show télévisé taillé pour péter l'audimat avec des mots que tout le monde pouvait comprendre. Les lois de la télé-réalité appliquées au champ diplomatique et opérant immédiatement une sorte de séisme international aux répliques encore incertaines.

L'aimable face-à-face romain réinstalle sans qu'il soit possible d'en mesurer la portée superficielle ou profonde (puisque rien de substantiel n'a filtré de cet échange), une atmosphère de secret et de pénombre dans le jeu de poker menteur des tractations interétatiques. Il s'agissait de montrer du dialogue tout en coupant le son. Il suffisait



Trump et Zelensky, au Vatican samedi. PHOTO CAPITAL PICTURES. STARFACE

que Trump y consentisse, voire l'organise à sa façon en cessant de gesticuler, pour une fois. Le même jour en coulisses se sont déroulées d'autres réunions entre hauts responsables ukrainiens et américains.

**Volte-face.** Ce même samedi, décidément chargé, Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, cité par les agences de presse russes, affirmait: «Vladimir Poutine a réaffirmé que la partie russe était prête à reprendre le processus de négociation avec l'Ukraine sans aucune condition préalable.» Revenu aux Etats-Unis après son passage éclair à Rome, le président américain a, lui, exprimé de

gros doutes sur le sérieux de cette affirmation, au vu des dernières offensives russes sur le sol ukrainien: «Il n'y avait aucune raison pour Poutine de tirer des missiles sur des zones civiles, des villes et des villages, ces derniers jours», écrit-il sur sa plate-forme Truth Social. Cela me fait penser que, peut-être, il ne veut pas arrêter la guerre et qu'il me balade, et alors il faut faire autrement, suggérant de nouvelles sanctions bancaires.

Le problème de Trump, et sa force, c'est qu'il laisse accroire que tout se joue dans l'instant, la saccade de slogans envoyés sitôt que formulés, les volte-face sans remords assénés comme au-

Amen. ◆



LIBÉ.FR

## Le vrai-faux retour de la taxe d'habitation irrite les macronistes

Applaudissements à gauche, hurlements

des macronistes: le ministre de l'Aménagement des territoires issu du PS, François Rebsamen, a beau jurer dans *Ouest France* qu'il ne s'agit pas de «recréer la taxe d'habitation», sa proposition d'une «contribution modeste» pour «renouer le lien» entre les citoyens et leur commune provoque l'émoi parmi les soutiens du gouvernement. PHOTO AFP



## Vancouver Un automobiliste fonce dans la foule et provoque 11 morts

Un automobiliste a foncé dans la foule lors d'un festival de rue philippin samedi à Vancouver, au Canada, faisant au moins 11 morts. Le conducteur, qui souffre de problèmes «liés à sa santé mentale» selon la police, était toujours en garde à vue dimanche soir. Le Premier ministre canadien, Mark Carney, qui s'est dit «bouleversé» par le drame, avait prévu de se rendre dans cette province de la Colombie-Britannique dimanche pour ses derniers meetings de campagne avant les législatives de ce lundi. Les membres de la communauté philippine se rassemblaient pour célébrer la Journée Lapu-Lapu. PHOTO AFP

**Il est l'un des premiers jalons posés par la loi «Bien vieillir», depuis son adoption en mars 2024. Le service public départemental de l'autonomie (SPDA)** vient d'être généralisé en France après un an d'expérimentation dans 18 départements. Il vise à simplifier le parcours des personnes âgées et handicapées et de leurs aidants, confrontés à la complexité d'un système administratif rendu tentaculaire par sa nébuleuse de prestations et d'acteurs. «Rapprocher le champ du handicap et celui du grand âge est un choix que je ne peux qu'applaudir», souligne Daniel Goldberg, président de l'Union nationale interfédérale des œuvres privées sanitaires et sociales. Ces deux mondes qui «dépendaient jusqu'alors d'autorités publiques et de silos de financement différents» se devaient d'être unis, dans un contexte

où «les progrès de l'accompagnement et de la médecine font que l'on a de plus en plus de personnes handicapées vieillissantes».

Bâtir une société au sein de laquelle il fait toujours bon vivre passé 65 ans? L'objectif est louable, sachant qu'au moins un quart de la population aura plus de cet âge en 2040 et que 4 millions de Français seront concernés par une perte d'autonomie en 2050, selon une estimation de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.

# SPDA

En Gironde, le directeur général des services du département, Stéphane Corbin, craint que les moyens ne soient pas suffisants. De plus, la carte blanche laissée à chaque département pour organiser le dispositif fait apparaître le risque de voir persister des inégalités entre les territoires. A cela s'ajoute «une absence d'obligation de résultat», qui alarme Axelle Rousseau, coordinatrice du Collectif handicaps. In fine, le SPDA peut-il réellement rendre effectifs les droits des personnes en perte d'autonomie? «Je n'y crois pas vraiment. Pour nous, les droits des personnes seront garantis seulement lorsqu'il y aura une offre d'accompagnement renforcé, des moyens humains accordés pour accélérer le traitement des dossiers et accompagner les demandes. Ce qui n'est pas prévu.»

SIDONIE DAVENEL

## Restrictions budgétaires: Radio France débranche Mouv' dès cet été

A Radio France, la fermeture d'une antenne est un couperet agité depuis longtemps au-dessus des stations les plus vulnérables: France Musique, FIP et surtout Mouv', la radio jeunes lancée en 1997 et qui peine depuis des années à se trouver une audience et une ligne. Cette fois, le couperet est tombé, et les expérimentations éditoriales de Mouv' s'arrêteront là: après l'avoir annoncé aux équipes de la station jeudi 17 avril, la direction de Radio France a présenté vendredi en Comité social et économique central (CSEC) son plan pour Mouv', et plus largement sa stratégie pour répondre aux restrictions budgétaires de 23,9 millions d'euros décidées par le gouvernement en début d'année. Ce projet sera officialisé ce lundi dans un message aux salariés de la présidente de Radio France Sibylle Veil. A la poubelle, donc, la grille de Mouv', qui cumulait dernièrement 276 000 auditeurs quotidiens sur la période janvier-mars 2025 selon Médiamétrie, soit 0,5% d'audience cumulée. La marque ne disparaît pas: la station à la programmation rap et hip-hop

sera transformée en flux musical. La petite trentaine de salariés permanents seront reclassés au sein des autres antennes, promet la direction de Radio France. Telles les équipes de Mouv' dédiées aux réseaux sociaux, qui avaient acquis un certain savoir-faire sur la vidéo notamment. Plusieurs rendez-vous ou animateurs pourraient atterrir à France Inter ou Info, des stations qui comptent un public jeune plus important que celui de Mouv'. Reste qu'une trentaine de pigistes et salariés en contrats de saison ne seront, eux, pas renouvelés cet été. En tout, «ce sont 35 postes que Radio France supprime», décomptent les syndicats dans un communiqué.

A Radio France, on explique que cette décision s'inscrit dans une stratégie de redéploiement, voire d'*«accélération»* des missions de l'entreprise publique. «Accélérer la bascule vers le numérique», d'abord, alors que l'Arcom a fixé à 2033 l'abandon de la diffusion FM. Cela passe notamment par un renforcement de l'offre de webradios musicales. Avec Mouv' déjà, dès la fin de l'été. Mais aussi, d'ici un an, deux nouvelles chaînes FIP, dont l'offre numérique (onze déclinaisons thématiques) connaît un succès non démenti depuis près de dix ans. A cela, s'ajoute la très prisée playlist de France Inter, dont la déclinaison en webradio a été lancée en

juin 2024. L'objectif est de faire encore mieux connaître la plateforme Radio France comme une alternative, gratuite et sans algorithme, aux Spotify et consorts.

Ailleurs, la direction de Radio France veut aussi mettre l'accent sur la vérification de l'information en renforçant l'Agence Radio France. Et revenir au terrain avec plus de reportages sur France Info ou Ici. Le réseau régional sera le gros chantier des prochains mois alors que l'ex-France Bleu a vu perdre 422 000 auditeurs en un an lors de la dernière vague d'audience.

«Redéployer», «accélérer», «singulariser» les différentes antennes: Radio France semble se mettre en ordre de marche en vue des prochains arbitrages budgétaires de l'Etat-actionnaire. A l'heure où l'exécutif cherche 40 milliards d'euros d'économies en 2026, la radio publique (qui a adopté fin mars un budget pour cette année se montant à 645,1 millions d'euros en fonctionnement et 7 millions d'euros en investissements) sait qu'elle ne devrait pas être épargnée.

ADRIEN FRANQUE

**«Les traces relevées sur le corps de Mohammed Bendriss sont compatibles, dans le contexte des faits, uniquement avec l'impact de balles de défense.»**

### EXTRAIT DU RAPPORT SUR LA MORT DE MOHAMED BENDRISS

Un rapport déterminant, aux conclusions limpides. Dans l'enquête judiciaire menée sur les circonstances de la mort de Mohamed Bendriss, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet 2023 alors qu'il circulait à scooter à Marseille – qui vivait une nouvelle nuit d'émeutes après la mort de Nahel Merzouk, tué par un policier à Nanterre – une expertise, consultée par Libé et Mediapart, a été rendue le 26 mars. Ce rapport collégial, signé par une médecin légiste, un expert balistique, un expert en accidentologie et un expert informatique, parvient à deux constats cruciaux. Premièrement, l'homme de 27 ans a bien été tué par un tir de lanceur de balles de défense (LBD). Deuxièmement, l'auteur de ce tir est Alexandre P., le policier du Raid alors positionné sur la tourelle du véhicule blindé de l'unité d'élite, à l'avant de la colonne de véhicules. Trois agents sont mis en examen pour l'infraction criminelle de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, avec arme, et par personne dépositaire de l'autorité publique. Ils sont présumés innocents. Pour parvenir à leurs conclusions, les experts ont réalisé la synchronisation de deux séquences vidéo déjà révélées par Libé, l'une captée par une caméra située sur le véhicule blindé du Raid, l'autre filmée par une riveraine depuis son appartement. L'expert automobile a, sur la base de ces images, réalisé une modélisation permettant de calculer les différentes trajectoires de tirs compatibles avec les blessures constatées sur le corps de Mohamed Bendriss. **I.Ht**

A lire en intégralité sur Libération.fr.



Par  
**JULIETTE CHAIGNON**  
 Envoyée spéciale  
 à Vitry-le-François (Marne)  
 Photos **ALBERT FACELLY**

Dans le couloir de la clinique, tapissé d'exposés de lycéens, une adolescente ferme les yeux, casque sur les oreilles. «*N'hésitez pas à revenir si tu te sens mieux*», lui glisse son professeur d'anglais. Ce matin de mars, Benjamin Delga, détaché du lycée public voisin, donne cours à sept patients-élèves. Tous sont là pour renouer avec une scolarité entravée par leurs troubles psychiques. Le dispositif soins-études de Vitry-le-François, dans la Marne, a ouvert en 2020. Les jeunes y naviguent entre deux bâtiments. L'un, neuf, aux grandes baies vitrées et ossatures de bois, abrite leur chambre d'internat, une salle commune et un coin télé. Chaque matin, les ados traversent une petite cour pour se rendre en classe ou en soins, dispensés dans le bâtiment d'en face, qui communique avec l'hôpital de la ville. Géré par la Fondation santé des étudiants de France (FSEF) et financé par l'assurance-maladie, l'établissement, à but non lucratif, accueille 44 lycéens de voie générale ou STMG, âgés de 15 à 21 ans et venus de la région Grand Est. Un des treize dispositifs de ce type en France.

Dans le lycée de Marie-Angeline, 18 ans, «ça n'allait pas du tout». «J'avais beaucoup de traitements pour la dépression, je passais les trois premières heures de cours à somnoler», raconte l'élève, en deuxième année de seconde générale. Pierre-Alain, 20 ans, était lui traversé par «des phases d'euphorie et de déprime». Se retrouver au lycée avec «des autres» était devenu «très stressant». Ici, il confie avoir «retrouvé le plaisir d'aller en cours» après deux ans de déscolarisation.

**«ON FAIT DE LA DENTELLE»**  
 A la clinique, l'élève de première suit une vingtaine d'heures d'enseignements par semaine et prépare son bac de français - «le même que tout le monde», insiste le directeur des études, Thomas Bastoul. Pour y parvenir, «on fait de la dentelle». Le volume horaire est sans cesse ajusté avec les soignants et l'élève. Les évaluations ne passent pas toujours par des notes, potentielles sources d'angoisse. Et quand les patients vont mieux, ils suivent leurs cours dans le lycée voisin de 1200 élèves, sortent faire des courses en ville, s'entraînent en club de sport ou préparent leur permis.



Le 19 mars, lors d'un cours d'art à la clinique FSEF, à Vitry-le-François.



Pour être admis à la clinique,

# SANTÉ MENTALE

## La clinique où les psys laissent libre cours à la scolarité

A Vitry-le-François, un dispositif permet à 44 patients-élèves atteints de troubles psychiques d'«éviter la psychiatrie lourde», grâce à une équipe pluridisciplinaire conséquente et des ajustements perpétuels pour que séances de soins et heures de classe restent compatibles.

REPORTAGE

Vouloir retourner à l'école est aussi une condition d'entrée à la clinique, en plus de pouvoir vivre en groupe et d'être «stabilisé». «*On doit être sobre d'automutilation, par exemple*», détaille Marie-Angeline, admise sur lettre de motivation, entretien et après deux semaines d'essai. Au fil des jours, les soins prennent de moins en moins de place, au profit de l'école, elle-même partie prenante de la thérapie. «*Avec le retour aux études, les jeunes reprennent confiance en eux, dans les autres, dans la scolarité, et se projettent dans un avenir*», résume la psychiatre Tatiana Onea, dont l'équipe compte notamment une pédopsychiatre, 4 psychologues, 3 ergothérapeutes, 27 infirmiers, 13 éducateurs spécialisés. Marie-Angeline confirme : «*Si on m'avait dit qu'un jour je pourrais me voir dans le futur autrement que... [silence] morte, je n'y aurais pas cru.*»

«*La phobie scolaire, un terme fourre-tout, est en général la pointe de l'iceberg*», précise Helena Gopak, pédopsychiatre de l'établissement, dans un contexte de dégradation de la santé mentale des jeunes. Selon une enquête de Santé publique France de 2024, 15 % des lycéens présentent un risque important de dépression et 13 % disent avoir déjà tenté de se suicider. A Vitry-le-François, les symptômes dépressifs sont les plus courants, mais les médecins suivent aussi des jeunes souffrant de troubles anxieux, du comportement alimentaire, borderline, bipolaire ou schizophrénique, pour une hospitalisation d'un an et demi à deux ans en moyenne. «*Ils sont à un âge où l'on peut éviter la psychiatrie lourde, flétrir leur destin*», souligne Tatiana Onea. Etre interne en soins-études, c'est aussi s'éloigner de sa famille, un milieu où plusieurs patients ont subi des violences psychiques, physiques, sexuelles.

«*Ce qui m'a beaucoup aidée, c'est la psychothérapie*», narre Emma, style gothique assumé, âgée de 18 ans dont huit à subir des symptômes dépressifs et anxieux. A la clinique,



les élèves doivent être «sobres d'automutilation».

L'établissement accueille des lycéens âgés de 15 à 21 ans.

elle a pu tester l'EMDR, une psychothérapie par mouvements oculaires. Ça n'a «pas trop fonctionné», note la jeune femme, qui se dit plus sensible aux «techniques pour démêler [ses] pensées», en complément de ses médicaments.

#### «ÇA RESTE DES ADOS»

Thérapies cognitivo-comportementales (TCC) ou psychocorporelles, analyse, neuropsychologie... L'équipe de quatre psychologues a plus d'une approche dans son sac. «Beaucoup d'adolescents passent par l'action plutôt que la parole. Il y a donc beaucoup de soins qui s'appuient sur le dessin, la musique ou le sport», remarque Tatiana Onea. Ce jour-là, il incombe à Marie-Angeline de reproduire, en perles, des motifs des jeux vidéo Mario. «C'est passionnant», ironise sa voisine de table, en levant les yeux au ciel. «Ça reste des ados, ils ont la flemme, souffrit l'ergothérapeute, mais il y a toujours un objectif. Là, on travaille la concentration, le travail de groupe, la persévérance.»

Les ados restent fragiles : ceux en crise aiguë sont renvoyés vers les urgences psychiatriques, certains rechutent après leur sortie, d'autres quittent le navire en cours de route. «On nous en demande beaucoup ici : les cours, les soins, se lever seul le matin... ça peut sembler rien, mais pour nous c'est une montagne», confie Emma. Pour s'«enlever la pression du bac», l'adolescente a finalement lâché la voie générale et s'est tournée vers la «classe projet» dans laquelle les jeunes se concentrent sur leur avenir professionnel.

Après deux ans d'hospitalisation, elle sent «que la vie reprend des couleurs», «c'est déstabilisant quand on n'a toujours vu que le noir». Sans se dire «complètement guérie», l'adolescente entrevoit «le moment où jamais de partir vers une autre étape», probablement une rentrée en microlycée, petite structure destinée aux décrocheurs scolaires. Une nouvelle marche à gravir pour un jour, espère-t-elle, devenir libraire. ▶

# «Faire attendre des enfants en souffrance a des conséquences dramatiques»

**Nathalie Colin-Oesterlé, corapportrice d'une mission parlementaire sur la pédopsychiatrie, insiste sur la nécessité de mettre rapidement des mesures en place, au moment où les signaux d'alarme se multiplient.**

**L**es alertes sur la santé mentale des enfants s'accumulent depuis plusieurs années, et pourtant, une politique publique ambitieuse se fait toujours attendre. Les chiffres traduisent une situation urgente, entre une hausse de l'anxiété, de la dépression, des idées suicidaires ; une augmentation de la prise de médicaments psychotropes ; des capacités de prise en charge toujours insuffisantes, voire qui s'effritent encore.

En 2023, le Haut Conseil de la famille et de l'enfance décrivait un «effet ciseaux» entre une demande d'aide croissante et un déficit chronique de l'offre de soins. Constat réitéré mi-janvier. Les initiatives de professionnels et d'associations aident certes localement à accompagner des jeunes en souffrance, mais elles sont inégalées sur le territoire. Nathalie Colin-Oesterlé, députée (Horizons) de Moselle, est corapportrice de la mission d'information sur la santé mentale des

mineurs, lancée en janvier. Interrogée avant l'attaque au couteau qui a eu lieu jeudi dans un lycée de Nantes – le principal suspect serait un élève qui présenterait un «profil dépressif» selon les premiers éléments de l'enquête rendus publics –, elle revient sur les premières pistes qui se dégagent de la mission parlementaire toujours en cours.

**Qu'est-ce qui a été fait récemment pour répondre à ces enjeux ?**

Il y a eu l'extension de Mon soutien psy [douze séances annuelles gratuites, accessibles dès 3 ans, ndlr], qui est un dispositif intéressant. Mais dans le même temps, l'offre de soins est catastrophique : les services sont saturés, il faut attendre six à dix-huit mois pour voir un pédopsychiatre, douze à dix-huit mois pour une première consultation en centre médico-psychologique. Pourtant, faire attendre des enfants en souffrance a des conséquences dramatiques.

La santé mentale va d'ailleurs au-delà de la psychiatrie. On sait que la crise sanitaire a aggravé la situation. Dans nos auditions, la pression scolaire est aussi beaucoup revenue : la phobie augmente, Parcoursup engendre un stress monumental... Dans le même temps, il y a un manque de

médecins scolaires – en Moselle, où je suis élue, il y en a sept pour tout le département.

**Quelles mesures devraient être mises en place prioritai- rement ?**

Les auditions ne sont pas finies, nous n'avons pas encore établi nos préconisations. Ce qui est certain, c'est qu'il faut travailler sur l'attractivité de la pédopsychiatrie et la déstigmatiser. Seulement 400 pédopsychiatres sont reconnus par l'ordre des médecins – 2000 psychiatres, qui n'ont pas de diplôme spécifique en pédopsychiatrie, exercent aussi en tant que tel. La moyenne d'âge est de 60 ans.

Le sujet d'une revalorisation des consultations a aussi été remonté – la première, de diagnostic, dure une heure et demie, le tarif Sécurité sociale est de 50 euros. Comme on n'a pas assez de médecins, il faut de toute manière plus et mieux former les généralistes, ainsi que

tous les acteurs intervenant quotidiennement auprès des mineurs. Y compris, donc, à l'éducation nationale : la prévention doit être pensée dès l'école primaire. Nous devons aussi porter une attention particulière aux jeunes de l'Aide sociale à l'enfance, particulièrement vulnérables.

**Beaucoup d'initiatives se mettent en place localement,**

**ne faudrait-il pas les étendre nationalement ?**

Bien sûr. Beaucoup d'équipes mobiles se mettent en place : il faut les promouvoir, les parents préfèrent qu'on vienne à domicile plutôt que d'envoyer leur enfant dans un centre. On peut aussi imaginer plus de collaboration avec les élus locaux, qui savent où sont les populations les plus vulnérables. Je suis également très attachée au développement des maisons des 1000 jours, qui accompagnent les familles jusqu'aux 3 ans de leur enfant. Elles sont extrêmement importantes pour y déceler des dysfonctionnements : 30% des enfants avec un problème de santé mentale sont victimes de violences intrafamiliales.

Les maisons des adolescents sont aussi intéressantes, mais leur fonctionnement est hétérogène – les plus efficaces sont attachées à un hôpital, c'est un modèle qu'il faut encourager. Beaucoup d'initiatives et structures se sont développées, il peut même être difficile de savoir vers qui se tourner selon sa situation. C'est là que devrait intervenir la prévention à l'école, voire les équipes mobiles, pour mieux orienter et graduer les soins. L'enjeu est primordial : quand vous ne prenez pas en charge un mineur à temps, ses problèmes vont persister voire s'accentuer à l'âge adulte et être encore plus difficiles à gérer.

Recueilli par

APOLLINE LE ROMANSER



INTERVIEW DR



Vérification des QR codes de touristes à l'extérieur de la gare principale de Venise, qui impose pour la deuxième année une taxe d'arrivée, le 18 avril. ANTONIO CALANNI, AP

# A Venise, la surveillance orwellienne contre le surtourisme

**La cité italienne vient de mettre en place une taxe pour les visiteurs journaliers impliquant un QR code pour toute la population. Un dispositif inédit annonciateur d'un tourisme totalitaire.**

Dépuis le 18 avril, le «*contributo di accesso*» à Venise est en vigueur les jours de fréquentation de pointe (55 jours, cette année) ; cette contribution, mise en place expérimentalement l'an dernier, est désormais établie (elle coûte 5 euros par personne et par jour, 10 euros si l'on s'y prend au dernier moment) et pèse sur les visiteurs à la journée, cette catégorie de touristes que les lieux touristiques n'aiment guère, car ils encombrent, salissent et dépensent peu. Il est vrai que Venise a à faire face à un nombre très élevé de ces visiteurs d'un jour, environ 10 millions par an, contre 13 millions de touristes qui dorment au moins une nuit. C'est la première fois, dans le monde (contemporain), qu'un péage pour piétons est organisé pour accéder à une ville de

cette importance. Cette première s'appuie sur un dispositif d'une complexité particulière au point qu'il est permis de penser que même une administration française n'aurait probablement pas pu faire mieux. Ainsi, la liste des catégories exemptées du paiement de la contribution d'accès (mais ayant l'obligation de demander une exemption) n'énumère pas moins de 31 cas d'exemption, sachant qu'elle vient s'ajouter aux cinq catégories exemptées à la fois du paiement et de la demande d'exonération.

## «SMART CITY»

Pour faire payer cette taxe aux excursionnistes, il a été mis en place un complexe et coûteux dispositif de contrôle de l'ensemble de la population se trouvant à Venise puisque, les jours où cette mesure est en place, tous ceux qui s'y déplacent (Vénitiens, étudiants, salariés des entreprises, touristes, excursionnistes, etc.) doivent être en mesure de produire un QR code en cas de vérification. Une disposition entraînant un tel contrôle de la population d'une ville est une première dans une démocratie, qui doit amener à réfléchir au type de société que sous-tend cette mesure abondamment réper-

cutée par les médias du monde entier. Surtout lorsqu'on rappelle que, depuis 2021, la ville de Venise a mis en place un dispositif de surveillance des personnes et des flux grâce à un dense réseau de caméras intelligentes permettant de savoir à tout moment qui est présent dans les différents lieux de la ville (on y distingue notamment les Vénitiens, les habitants de la Vénétie, les navetteurs, les autres Italiens, les différentes nationalités de visiteurs), en en faisant la première «Smart City» en Italie. Si le contrôle de ce qui se passe dans les rues de Venise peut sembler légitime dans un lieu qui reçoit autant de monde et où

des problèmes dus à la densité de la fréquentation peuvent se produire, le fait que, certains jours, toute personne se trouvant dans Venise doive produire une preuve d'être exonérée du paiement de la taxe ou l'avoir payée interroge. Du responsable souci d'assurer la sécurité dans l'espace public au contrôle généralisé de toute une population (car pour payer la taxe ou demander son exonération, il faut donner son identité, sa date de naissance, son lieu de naissance, une adresse mail, un numéro de téléphone), il n'y a qu'un pas qui, dans la Sérénissime, est franchi sans états d'âme, au nom de la lutte contre le «surtourisme». Mais il est permis de penser que la véritable explication est autre.

Par  
**RÉMY KNAFOU**



DR

Professeur émérite, université Paris-1 Panthéon Sorbonne

## CAPACITÉ D'ACCUEIL

En effet, contrairement à ce que affirment les autorités vénitiennes, cette taxe n'est pas un outil destiné à réguler les flux touristiques. La meilleure preuve en est que son expérimentation, en 2024, a rapporté deux fois plus que ce qui avait été prévu : sans aller jusqu'à affirmer que la taxe a attiré des visiteurs supplémentaires, on constatera qu'elle n'a pas dissuadé, comme cela était du reste prévisible.

# IDÉES /

SÉRIE FRANCE-ALGÉRIE :  
RÉPARER LES LIENS

## Du raï au rap, nous pouvons être heureux ensemble

Alors, à quoi sert cette taxe si médiatisée ? Une première réponse réside dans une facile rentrée de cash pour la ville : les 2,4 millions d'euros qu'a rapportés la taxe en 2024 ont d'abord servi à rembourser l'usine à gaz mise sur pied pour communiquer à son sujet et la percevoir, mais dès 2025, l'opération devrait être bénéficiaire, même si la municipalité déploie des efforts pour dire que cette taxe ne sert pas à faire de l'argent.

Pourtant, l'affection du produit de cette taxe à l'entretien de la ville n'aurait rien d'illégitime, puisque les visiteurs contribuent effectivement à la salir et à faire déborder en fin de journée ses très nombreuses poubelles. De ce point de vue, Venise aurait pu ne pas être originale : beaucoup de lieux qui subissent des flux qu'ils ne peuvent contrôler cherchent à compenser cette situation par une augmentation de leur revenu. Mais Venise n'est pas dans ce cas, puisque si la ville souhaite effectivement limiter le nombre des visiteurs à la journée (les fameux «*mordi e fuggi*», littéralement traduits par «mords et fuis», expression qui désigne les touristes qui visitent Venise en une journée), elle n'entend pas pour autant réduire le nombre des touristes, puisqu'elle accroît régulièrement sa capacité d'accueil (en particulier, haut de gamme, la plus rémunératrice), tandis que l'aéroport produit un plan pour doubler son trafic d'ici à 2037 ! Il est donc permis de penser que cette taxe poursuit d'autres objectifs, non affichés, voire incomplètement pensés : montrer aux inspecteurs de l'Unesco qui la menacent régulièrement de l'inscrire sur la liste du patrimoine en péril que la ville déploie des efforts pour lutter contre les excès du tourisme est une hypothèse plausible ; dissimuler derrière la prétendue régulation de la surfréquentation pour la sauvegarde d'une ville unique, la réalité d'une stratégie du «tout tourisme» est également très plausible.

Mais, pour aller plus loin, il faut considérer la conception orwellienne qui a présidé à la mise en place de cette taxe, car venant après la «Smart City», elle parachève la surveillance de tous ceux qui vivent à Venise, à l'année comme à la journée, dans une adaptation vénitienne de la «loi des suspects» (les conditions de contrôle du paiement de la taxe affectent tout le monde, même les Vénitiens). On franchit alors, consciemment ou inconsciemment, une nouvelle étape dans l'histoire du tourisme, y compris dans la définition du «tout tourisme», qui devient un tourisme totalitaire, au sens d'un tourisme qui étend sa sphère d'influence à tout ce qui lui échappe. Ainsi s'achève la démonstration que la planète touristique, saisie par le vertige des grands nombres et de la manne qui en découle, est de plus en plus dans l'incapacité de se réguler et de se penser un avenir compatible avec la conservation de l'habitabilité de la Terre. ◆

Dernier ouvrage paru : *Réinventer (vraiment) le tourisme. En finir avec les hypocrisies du tourisme durable*, éditions du Faubourg, 2023.

L'engouement des «années raï» où l'on célébrait la France «black, blanc, beur» a pris fin avec les années 1990. Mais, en danse comme en musique, la diaspora continue à enracer une culture commune qui estompe les passions douloureuses entre les deux pays.

**A**u soir du 26 septembre 1998, dans un Bercy plein à craquer, résonne la rumeur d'un public chauffé à blanc prêt à accueillir le trio Rock and Raï formé de Khaled, de Faudel et de Rachid Taha, accompagnés d'un orchestre à cordes orientales et pop rock. Les «années raï» sont ce moment où les chansons chantées en arabe triomphent dans une France aux accents multiculturels, aventure après l'irruption de la génération «Beur» dans le sillage de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983.

**Zidane, prisonnier des symboles**  
A cette époque, la France regarde Faudel chez Drucker, rit aux blagues de Jamel Debbouze et s'enorgueillit du drapeau tricolore quand, au soir du 12 juillet 1998, le Franco-Algérien Zinédine Zidane ouvre le score par deux buts marqués de la tête en finale et permet une première victoire en Coupe du monde de football organisée à domicile. Les observateurs les plus aguerris pensaient alors que l'intégration avait fait son œuvre, et que les enfants de l'immigration, notamment algérienne, avaient gagné leurs galons de «bons français». Le retour de bâton identitaire

Mettre en récit le patrimoine du conflit, [...] entendre les mémoires, permettre la transmission de ces récits singuliers et communs, voilà la recette !

n'en fut que plus douloureux. Car l'histoire et la mémoire tumultueuse de la relation franco-algérienne n'est jamais loin. Le football, encore, avec l'organisation d'un match amical France-Algérie, au Stade de France le 6 octobre 2001. On y retrouve le virtuose du ballon rond Zinédine Zidane, mais désormais prisonnier des symboles et des passions mémorielles : marquera-t-il contre le pays de ses parents ? L'allégeance ici toujours questionnée... Ce questionnement identitaire est insupportable pour une partie de ces jeunes supporteurs franco-algériens, qui envahissent le terrain et mettent un terme à un match de l'équipe de France pour la première fois de son histoire.

A-t-on encore le cœur à la fête ? Paradoxalement, après l'acmé qu'a représenté ce concert de Bercy dont l'enregistrement live s'est vendu à 2,5 millions d'exemplaires, le raï ne fait plus danser les foules, et l'angoisse du choc des civilisations se cristallise dans les attentats du 11 septembre 2001 à New York. Alors que l'Algérie se débat encore avec les affres terribles de la «Décennie noire» qui ensanglante sa terre depuis l'arrêt du processus électoral de 1992 qui avait donné la victoire aux islamistes du FIS, l'exportation du conflit algérien en France lors de plusieurs attentats, la dégradation du contexte géopolitique mondial, le retour de la crise économique et bientôt l'embrasement des banlieues lors des émeutes de 2005 mettent un terme définitif à cette embellie sur le front des passions identitaires.

D'autant loin que je me souvienne, j'ai toujours lu et entendu parler de relations «passionnelles» entre la France et l'Algérie. La séquence complexe et hostile qui s'ouvre aujourd'hui plonge dans des abîmes de perplexité et de tristesse plusieurs millions de Franco-Algériens qui de près ou de loin ont des liens familiaux, affectifs et identitaires avec l'Algérie. Ces «Passions douloureuses», pour reprendre le titre du rapport remis par Benjamin Stora en janvier 2021 au président de la République Emmanuel Macron, ne doivent pas nous faire oublier que, lorsque les circonstances sont favorables, nous pouvons être à nouveau heureux ensemble. Nous pourrions alors célébrer une histoire et un destin commun. Mettre en récit le patrimoine du conflit, dire et reconnaître les exactions, les injustices, en d'autres termes faire l'histoire, entendre les mémoires, permettre la transmission de ces récits singuliers et communs, voilà la recette !

Et pourquoi pas danser ensemble ? Comme en 1998 sur le titre *Ya Rayah*, une chanson du répertoire chaabi, créée dans les rues de Barbès par le chanteur de l'exil Dahmane el-Harrachi et propulsée dans le futur et tous les salons français par la reprise electro-rock de Rachid Taha, devenue un tube planétaire sur la scène de Bercy...

### Cette créativité linguistique

Cette réalité de nos patrimoines en commun traverse depuis les débuts le rap français qui en a fait l'un des outils de valorisation de cette présence diasporique : le légendaire *Tonton du bled* du groupe 113 proposait déjà, en 1999, le sample génial de DJ Mehdi, emprunté à la voix oranaise de l'exil Ahmed Wahby.

Cette créativité linguistique et stylistique se retrouve dans l'ensemble du répertoire hip-hop et témoigne comme pour d'autres diasporas de l'importance de la transmission et du partage déjà à l'œuvre dans notre imaginaire collectif.

La scène musicale française dans son ensemble n'est pas en reste et se réapproprie aussi de manière réjouissante les langues, la mémoire et le patrimoine de la diaspora algérienne : les trajectoires de Camélia Jordana qui renoue dans son dernier album avec l'héritage de la langue arabe, métissée aux sonorités à la poésie française et espagnole, ou celle de Yelli Yelli (Emilie Hanak) qui propose un folk rock matiné de chants kabyles, en sont les incarnations. Alors, si des esprits chagrin y voient les marqueurs d'une «insécurité culturelle», nous y voyons, pour notre part, les marqueurs d'un enracinement et d'une culture commune qui a toujours su déjouer les discours de haine et de stigmatisations. Alors, dansons maintenant ! ◆

Naïma Huber-Yahi est commissaire de l'exposition «*Ya Ray ! Une histoire de la musique raï*», à l'Institut du monde arabe de Tourcoing jusqu'au 27 juillet.

Par  
**NAÏMA HUBER-YAHİ**



Historienne

# IDÉES /

## Je suis lesbienne, j'ai 36 ans, et j'ai encore du mal à le dire

**A l'occasion de la Journée de la visibilité lesbienne qui a eu lieu samedi, la future directrice d'hôpital Blandine Parchemal témoigne de sa difficulté à affirmer son orientation sexuelle dans son parcours professionnel, jusqu'à aujourd'hui.**

Jusqu'ici, je n'ai jamais osé, dans mes emplois respectifs, affirmer mon orientation sexuelle. Au mieux, je m'arrangeais pour être floue ou pour utiliser des tournures de phrases neutres. Pis, j'ai souvent prétendu avoir un copain, et alors s'ouvrait devant moi le long chemin de tout conjuguer au masculin et de faire attention à chaque chose personnelle que je pouvais raconter. Cela paraissait tellement plus simple, plus attendu et, en même temps, si complexe au quotidien. Même quand j'ai dû évoquer à ma hiérarchie mon parcours PMA pour justifier mes absences, j'ai dû rester évasive et alors, naturellement, on m'a demandé des nouvelles de mon mari ou de mon copain.

Au départ, le mensonge est surtout une protection. Quand on commence à occuper un poste, qu'on rencontre de nouvelles et nouveaux collègues, une autre hiérarchie, on ne sait pas leur degré d'ouverture, leur position face à l'homosexualité. Le dire, c'est prendre un risque. Puis, une fois installé, il devient très difficile de se défaire de ce mensonge. Le coming out n'en devient que plus compliqué et moins naturel. Ce n'est qu'une fois après avoir quitté mon poste que j'ai souvent réussi à le dire aux collègues avec lesquels j'avais noué des liens d'amitié.

### Le revers, c'est de se cacher, de ne pas être soi

Vous me direz : «Pourquoi vouloir le dire, après tout, c'est personnel,

et les collègues n'ont pas besoin d'être au courant.» C'est vrai, mais le revers de cette position, c'est de se taire, de laisser les autres raconter leurs histoires lors des pauses-café, des repas à la cantine. Le revers, c'est de se cacher, de ne pas être soi. Est-ce vraiment souhaitable ?

Cela n'a pas été plus simple d'un point de vue personnel. C'était là aussi beaucoup plus «confortable» jusqu'à un certain point de faire comme si. L'avantage néanmoins dans la sphère personnelle, c'est qu'une fois le coming out effectué, il n'est pas nécessaire de le refaire à chaque fois comme à chaque changement d'environnement professionnel.

La lecture du dernier ouvrage de Baptiste Beaulieu *Tous les silences ne font pas le même bruit* m'a convaincue qu'il était temps d'arrêter de me taire, au travail, mais aussi dans la vie quotidienne. Il y a, en effet, ce passage où il évoque le fait qu'il est important que les personnes puissantes qui le peuvent ne mentent pas sur l'identité de la personne qu'elles aiment.

De ce passage, j'ai ressenti non pas que j'étais une personne puissante, mais que j'avais une certaine responsabilité, notamment en tant que future haute fonctionnaire et, plus particulièrement, en tant que directrice d'hôpital en devenir. Ne rien dire serait en quelque sorte maintenir cette idée qu'être lesbienne serait honteux, qu'il vaudrait mieux le garder secret.

Il ne s'agit pas par-là de vouloir jouer un rôle de «modèle» (je n'aime pas ce terme d'ailleurs), mais plutôt de faire preuve d'engagement au regard de la position de directrice d'hôpital que je serais amenée à exercer. Je suis lesbienne, j'ai 36 ans et j'ai encore des difficultés à le dire.

D'ailleurs, au-delà de la position, c'est le milieu de la santé en tant que tel qui m'engage à cette responsabilité. Comme le rappelle Baptiste Beaulieu dans son ouvrage, être LGBT fait baisser notre espérance de vie d'environ douze ans. Plus précisément, en raison de la crainte ressentie par certaines patientes ayant déjà vécu des discriminations, mais aussi par méconnaissance

de la santé des lesbiennes, 36 % des femmes lesbiennes n'ont jamais vu de gynécologue, 60 % n'ont jamais eu de frottis cervico-utérin et 90 % n'ont jamais eu de dépistage de chlamydia.

### Un parcours semé d'anecdotes

Moi-même, par peur de tomber sur une praticienne ou un praticien non respectueux et par flemme de devoir expliquer mon orientation sexuelle, je n'ai pas de suivi gynécologique. Mon parcours PMA est également semé d'anecdotes ne prenant pas en compte la présence de ma compagne, à commencer par les formulaires indiquant uniquement «Madame/Monsieur» ou les courriels la veille de l'insémination rappelant le protocole à suivre pour «Monsieur».

Je ne pense pas que de dire mon orientation sexuelle favorisera la prise en soins des patientes lesbiennes ou améliorera le quotidien de professionnelles de santé subissant des discriminations ou des insultes. Des décisions fortes en matière de formation, de gouvernance et de qualité des soins attendue pour les minorités sexuelles constituent des préalables. Cependant, si aucune de nous ne le fait, alors, il est certain qu'on continuera à être ignorées et mal soignées.

Il me semble ainsi essentiel d'affirmer dorénavant mon identité, de la proclamer. Ce n'est pas évident et probablement que cela me fermera des portes, mais c'est nécessaire. Nécessaire pour soi, pour les autres et toutes celles à venir. Dans la foulée de la journée de la visibilité lesbienne de ce samedi, soyons visibles. ▶

Par  
**BLANDINE PARCHEMAL**



DR

Elève en formation pour être directrice d'hôpital

SIGNÉ COCO





## MÉDIATIQUES

Par  
DANIEL SCHNEIDERMANN

# CBS News, un scalp de choix pour Trump

**En réclamant à la chaîne pas moins de 20 milliards de dollars pour avoir soi-disant manipulé une interview de Kamala Harris, le Président a obtenu la tête du producteur du magazine «60 Minutes», Bill Owens.**

**A**touts ceux qui s'intéressent, même hors des Etats-Unis, à l'histoire de l'information et de la télévision en Occident dans les dernières décennies, la marque Sixty Minutes (on écrit 60 Minutes) ne peut pas ne pas évoquer la splendeur de l'info télé américaine, fièrement dressée contre tous les pouvoirs. Passent naturellement les ombres du Watergate, de la guerre d'Irak ou des révélations sur le lobby du tabac et autres combats menés sous la haute protection du premier amendement de la Constitution américaine.

Le trumpisme n'avait aucune raison de ménager ce dinosaure-là, davantage que d'autres. La violence du tir d'artillerie a néanmoins surpris : ce ne sont pas moins de 20 milliards de dollars [17 milliards d'euros, ndlr], que le Président réclame à la chaîne CBS, pour avoir soi-disant manipulé une interview de Kamala Harris lors de la présidentielle. Un impressionnant saut quantitatif, quelques semaines après que le network concurrent, ABC, s'est soumis au racket présidentiel, en acceptant de verser 15 millions de dollars pour financer «une fondation et un musée» dédiés à Donald Trump.

Nul ne sait encore si CBS paiera, ni combien, mais le bras de fer a amené le producteur délégué du magazine, Bill Owens, à démis-

sionner cette semaine au motif que «ces derniers mois, il est apparu clairement que je ne serai plus autorisé à diriger l'émission comme je l'ai toujours fait. A prendre des décisions indépendantes, basées sur ce qui est bon pour 60 Minutes, et pour le public».

Quelle est la gravissime faute déontologique qui peut amener une chaîne à craindre d'être condamnée à une si lourde pénalité, en partant du principe qu'un monstre comme CBS ne tremblerait pas de débourser 20 milliards de dollars de pénalités, s'il n'avait pas de sérieuses raisons de trembler. Or la chaîne, sur le fond, est irréprochable.

Heureusement pour les curieux, CBS a mis en ligne, sur injonction de l'instance de régulation, le FCC (dont le président a été nommé par Trump) les scripts de la version intégrale et de la version montée de l'interview de Kamala Harris. Il est donc possible de se faire une idée de l'ampleur de l'offense. Comme on pouvait s'en douter, le dossier à charge est vide. Rien. Et encore moins que rien.

Donald Trump évoque une coupe, dans une réponse de la candidate. Quelle coupe ? Voici donc. Question du journaliste Bill Whitaker : «Le Premier ministre Nétanyahou ne vous écoute pas.» Et dans la version diffusée elle répond : «Nous ne cesserons de rechercher à être le plus clair possible sur notre position sur les conditions de l'arrêt de la guerre.» En effet, 60 Minutes a coupé au montage la première partie de cette réponse : «Notre travail a conduit Israël à bouger sur plusieurs points que nous estimons bénéfiques pour l'évolution de la région.»

En version courte comme en version longue, donc, une épaisse langue de bois. Admettons que le crime de 60 Minutes a consisté, devant un inextricable amas de langue de bois de la candidate démocrate, à tenter de l'élaguer. Au pire, du point de vue de Trump,

on peut donc lui reprocher d'avoir désespérément tenté de rendre digeste la langue de Harris. Se serait-il vraiment trouvé un tribunal pour condamner la chaîne à 20 milliards de dollars d'amende pour cela ? On ne le saura pas. CBS, qui diffuse 60 Minutes, est la propriété de Paramount.

Paramount appartient à une héritière nommée Shari Redstone (71 ans), qui cherche à fusionner sa major avec le studio Sky Dance, un deal à 8 milliards de dollars,

et qui ne tient pas à voir Donald Trump faire obstacle à cette fusion, par exemple en cherchant à obtenir la suppression de la licence de diffusion de CBS. Accessoirement, le scalp de Bill Owens est un scalp de choix, qui va terroriser tous ses homologues. Comme les expulsions arbitraires de migrants au Salvador, il envoie un message simple : personne n'est à l'abri.

De tous les contre-pouvoirs prévus par la Constitution américaine,



Le président Trump lors d'un discours à la Maison Blanche, le 3 mars. PHOTO ROBERTO SCHMIDT, AFP

lesquels subsistent ? Les médias et les Chambres sont en miettes. Quelques juges de première instance s'opposent courageusement – pour combien de temps ? Le seul contre-pouvoir vraiment efficace n'avait pas été prévu par les pères fondateurs : ce sont les marchés, qui ont forcé Trump à reculer sur les droits de douane, ou sur ses velléités de contrôle de la FED. Mais la démission de Bill Owens ne les a pas particulièrement émus. ◀

CULTURE /

# Les Dirty Projectors font un Mahler

Le groupe de rock indé américain mené par David Longstreth signe «Song of the Earth», merveilleux album inspiré du compositeur autrichien, empreint d'espoir et de colère face à la catastrophe climatique.

Par  
**CHRISTOPHE CONTE**

**D**e Black Flag à Gustav Mahler. Du haut pavillon punk rock californien des années 80 pour remonter les courants jusqu'au *Chant de la Terre*. Aucun musicologue, même doué en acrobatie, n'aurait l'idée de trouver un fil conducteur entre ces pôles opposés que rien n'attire l'un vers l'autre. Un musicien qui n'a jamais eu peur du «rien», pourtant, s'attelle depuis un quart de siècle à dénicher des liens secrets parmi la plus large des constellations musicales possibles. David Longstreth, architecte principal de Dirty Projectors, possède dans ses bagages assez de ressources pour livrer de mémoire une interprétation personnelle d'un album de Black Flag, *Damaged*, et moins de vingtans plus tard pour bâtir un projet monumental, à la fois fluide et complexe, *Song of the Earth*, qui prend source dans le *Chant de la Terre* de Mahler. Surtout pas une réinterprétation pop de ces chefs-d'œuvre, ce qui serait catastrophique, les précédents forfaits du genre (l'immodeste *Pictures at an Exhibition* de Mousorgski par Emerson, Lake & Palmer)

étant souvent sujets à de franches rigolades.

L'urgence est née chez Longstreth alors qu'en 2020 des incendies ravageaient Los Angeles, région où il vit désormais après de longues années à Brooklyn. Au même moment, il reçoit une sollicitation de Stargaze, orchestre berlinois déjà entendu aux côtés de nombre d'artistes de la même famille que la sienne (Julia Holter, Villagers, These New Puritans ou Owen Pallett), pour une création libre. En six semaines seulement, il écrit et compose ces «chants» où vibrent tour à tour la colère, l'abattement et l'espérance face aux ravages du dérèglement climatique, en miroir à la naissance de sa fille, qu'il destine dans un premier temps à une interprétation à deux voix, la sienne et celle d'une des trois chanteuses de Dirty Projectors, Felicia Douglass, entourées d'une formation resserrée de musique de chambre.

2020 est également l'année où Dirty Projectors a choisi de rompre le cycle des albums pour feuilletonner de nouvelles chansons sur cinq EP, dont l'un a justement pour titre *Earth Crisis* et présente ce genre d'orchestration, avec un quatuor à cordes et un

quintet de vents. Accrochons-nous, car c'est ici qu'intervient la cabriole: sur ces titres, Longstreth sample des bouts d'une version orchestrale de ses reprises de Black Flag qu'a réalisée son ami Chris Taylor de Grizzly Bear. Stargaze vient bien de faire une version pour orchestre de *In on the Kill Taker* de Fugazi avec Greg Saunier de Deerhoof, le terrain est glissant mais praticable.

## «UNE SORTE DE CHŒUR ANTIQUE»

Alors qu'il est plongé jusqu'à la saturation dans Mahler, l'éteignoir du Covid offre à Longstreth le temps d'étoffer ces nouvelles pièces, de leur construire une armature plus solide et d'en élaborer l'agencement des chœurs en résonance avec un éventail d'instruments élargi. «Le dialogue à deux voix que j'avais imaginé à la base, en prenant modèle sur Mahler, s'est peu à peu transformé en un dispositif où il y a un narrateur, que j'incarne, et une sorte de chœur antique qui lui répond, écrit pour les trois chanteuses de Dirty Projectors. J'ai également ajouté de la basse, du clavecin, du saxophone..., analyse-t-il. Ce travail est aussi pour moi une occasion

de revisiter ma propre géographie musicale. De partir des disques que j'ai aimés comme Pet Sounds des Beach Boys ou Revolver des Beatles pour remonter jusqu'aux compositeurs de l'Europe occidentale du début du XX<sup>e</sup>, de voir comment cette tradition s'est effondrée dans l'entre-deux-guerres et comment elle a ressurgi à Hollywood à travers le jazz pour ensuite infuser dans les arrangements de Nelson Riddle pour Sinatra ou de Gil Evans avec Miles Davis, eux-mêmes ayant inspiré les grands arrangeurs de la pop des années 60.»

Du naturalisme mystique de Messiaen (que Longstreth cite égale-

ment comme inspiration) jusqu'à Brian Wilson, dont on entend l'empreinte évidente sur *More Mania*, des éclats d'orchestre stravinskiens aux mélodies désarmées façon Robert Wyatt (*Circled in Purple*), *Song of the Earth* aurait à l'évidence pu s'intituler *Song of the Heart*, tant il palpite sans faiblir d'un amour sincère et dévoué pour tous ces maîtres de l'harmonie et du désir d'agencer la beauté du chaos. C'est l'œuvre domestique d'un homme qui regarde le monde s'écrouler depuis sa fenêtre, dessine des croquis et décide d'en faire une fois sortie la plus vaste et ambitieuse des fresques dont son cerveau en panique lui aura carto-





Quatre des cinq membres de Dirty Projectors.  
PHOTO MARCUS MADDOX

*Je peux parfois m'identifier à ce genre de théories radicales, mais je crois aussi que ce qui est plus grand que le capitalisme ou l'anticapitalisme, c'est la vie elle-même, la vie qui engendre la vie. C'est un peu naïf comme sentiment, mais c'est ce que la paternité m'a conduit à penser, y compris comme musicien. Je me voyais jusqu'ici comme un de ces types qui tournait autour de lui-même, immature et rassuré d'être enfermé dans la bulle que je m'étais construite. Cet album, c'est une façon de témoigner à ma fille du monde tel qu'il était à sa naissance.*

#### «SACRÉE TRAVERSÉE, N'EST-CE PAS?»

C'est une coïncidence si la première américaine de *Song of the Earth* a eu lieu en mars de l'année dernière au Disney Hall de Los Angeles, mais quelque chose d'un *Fantasia* moderne surgit par éclaircies de cette longue traîne mélancolique. Sans doute l'écriture de Longstreth telle qu'elle se fabrique depuis le splendide *Swing Lo Magellan* (2012) est-elle tirée en permanence entre euphorie soudaine, irrépressible, et moments de contemplation désabusés. C'est la raison pour laquelle ce groupe à la configuration atypique (deux hommes et trois femmes), après avoir vu passer en son sein plus d'une trentaine de membres au fil du temps, persiste à former l'éénigme la plus durable de l'Amérique indé de ce premier quart de siècle.

«*C'est une sacrée traversée n'est-ce pas?*» répond David Longstreth lorsqu'on le ramène à ses débuts, lorsqu'il était encore étudiant à l'université de Yale et tentait de mettre de l'ordre dans ses envies musicales confuses avec l'aide de son frère Jake. «*Il y a sans doute un fil invisible qui relie toutes les choses très différentes que j'ai pu faire. C'est difficile pour moi de me reconnecter à l'état d'esprit qui était le mien au début, la seule chose dont je suis certain, c'est que j'avais des choses à accomplir, beaucoup de musique à faire et un empressement à commencer à les mettre en forme. Il ne s'agissait pas seulement de faire des chansons, mais aussi de produire, d'arranger, d'aller de plus en plus loin dans les territoires que j'entrevois devant moi mais dont je n'avais pas, loin de là, toutes les clés. Ce projet, *Song of the Earth*, je ne peux pas dire que je l'avais en moi depuis toujours, mais c'était sans doute inconsciemment là où j'avais envie d'aller.*»

graphié les nombreuses pistes. Jamais pompier, malgré le contexte incendiaire qui l'a inspiré, ce cycle de tableaux qui s'enchaînent pendant plus d'une heure est également un geste désespéré mais assuré face à la fracturation de la musique sur les plateformes. Pourtant, David Longstreth a beau vivre en ermite, on ne saurait voir en lui un protectionniste apeuré face à l'évolution inéluctable de la musique de son temps, au point de chercher à se réfugier dans un passé mythifié. On oublierait au passage qu'au cours de la dernière décennie, son nom est apparu dans les productions de Kanye West, Rihanna ou Björk (qui a

enregistré un disque entier avec Dirty Projectors) et que le dernier album en date, en 2017, dévoilait une véritable obsession pour les innovations vocales du r'n'b contemporain.

Sur *Song of the Earth*, les interventions sporadiques du rappeur Steve Lacy, de Mount Eerie ou de Tim Bernarde témoignent encore de l'étendue de son champ d'affinités et d'explorations. Le 12 avril, il a vaincu sa timidité pour venir chanter à la tribune du meeting organisé au Gloria Molina Grand Park de Los Angeles par Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, aux côtés de Neil Young ou Joan Baez.

L'ironie un peu macabre veut que *Song of the Earth* ait pris naissance lors de la première mandature de Trump, alors que Los Angeles était déjà en proie aux flammes, et que sa sortie coïncide à la fois avec le retour des climatosceptiques triomphants et de leur gourou pyromane comme avec celui des récents incendies. «*C'est un peu dystopique tout ça non?*» s'interroge-t-il, presque sur le point d'en rire. «*Que dire de cette situation que d'autres ont déjà exprimé avec plus d'éloquence, sinon qu'elle donne l'impression d'être suspendu sur le bord d'une falaise et de glisser lentement dans le vide. Nous avons tous les jours un*

*peu plus de raisons d'être accablés, et même si le thème de cet album, la catastrophe climatique, la destruction et les douleurs incommensurables qu'entraîne ce chaos, donne le sentiment d'un renoncement, je crois que j'essaie aussi de me rassurer moi-même, pour ma fille, à travers des titres plus optimistes comme Blue of Dreaming, qui termine l'album et qui s'appuie sur un air que je lui chantais à sa naissance, raconte-t-il. Je suis tombé une fois sur une vidéo d'un type qui conseillait bruyamment de ne pas faire d'enfants, car le fait d'être parents en veinait à castrer toute forme d'engagement citoyen contre le capitalisme.*

**SONG OF THE EARTH**  
de DIRTY PROJECTORS  
(Transgressive/Pias)

Des danseurs sapés comme des égéries de catwalk.  
PHOTO ANDREA MACCHIA



## Les danseurs du «Grand Jeté» en jettent

**Dans un show bouffon et muet d'une grande inventivité, la chorégraphe italienne Silvia Gribaudi met en scène le monde de la danse façon série B horrifique.**

C'est du burlesque muet comme aux grandes heures du genre. Un one-woman-show qui joue d'un cauchemar enfantin très banal et souvent fondateur : la terreur de se retrouver petit gros impotent et abandonné de tous au milieu d'une cour de récré uniquement composée de gens très beaux et populaires qui savent à quel point une cuisse fuselée n'est jamais aussi bien servie qu'agrémente de bottes en cuir noir crypto Waffen SS, et qui vous le font savoir à chaque déhanché. Dur.

**Milice.** Qu'elle est drôle, décadement, cette Silvia Gribaudi, artiste italienne qui s'autocaricature dans le spectacle *Grand Jeté*, en clown empoté et asthénique perdu sur scène au milieu de créatures *so chic*, à la pêche d'enfer et à l'arrogance smart. Dans le rôle de ces individus inhibants : des danseurs sapés comme des égéries de catwalk, avec franges graphiques et uniformes noir, tous jeunes et beaux interprètes de la MM Contemporary Dance Company de Reggio Emilia, dirigée par Michele Merola (ç'aurait pu être ceux, sur-fashion, de (La) Horde du Ballet National de Marseille). Silhouettes terrifiantes sans masse adipeuse, ils forment ici une milice du bon goût et de la vie pleine d'énergie. Leur training quotidien fait de chants militaires «plié, dégagé, tourné,

piqué» de parades, de rejetés de bustes spectaculaires presque sadiques, se colore d'une drôlerie horrifique de série B par la seule présence de leur exact contrepont : Silvia Gribaudi, donc.

**Rituels.** Ici dans son propre rôle de chorégraphe, écrasée par le grand charisme un peu bouffon de ses interprètes, elle leur suggère gauchement des mouvements qu'ils effectuent inéluctablement mieux qu'elle. Bonne joueuse, elle les applaudit avec déférence, elle semble perpétuellement désolée pour elle-même, elle ressemble soudain à l'attachante «Tristesse» du film *Vice Versa* de Pixar tyrannisée par «Joie». La cible de cette comédie grinçante n'est pas originale en elle-même (le culte du corps glorieux, productif et discipliné ambiance années 1930). Le personnage du clown «cringe» non plus (il rappelle la grande famille des Louis CK). En revanche, la façon de mêler les deux sur un plateau et de renouveler le malaise en l'implantant dans l'écosystème de la danse contemporaine, avec ses rituels, ses conventions, ses carcans, fait merveille.

ÈVE BEAUVALLET

**GRAND JETÉ** de SILVIA GRIBAUDI mardi au ZEF à Marseille, du 22 au 24 juillet dans le Jardin des Tuileries.

# CULTURE/

## A Bruxelles, la peinture noire accouche dans la couleur

L'expo «When We See Us» présentée au palais des Beaux-Arts de la capitale belge dépeint l'optimisme panafricain, en mettant hors champ les problèmes de stigmatisations.

Les peintures datent d'il y a cent ans ou d'il y a un an, sans que cet écart séculaire n'empêche de voir scintiller, dans le long fil que déroule au Bozar de Bruxelles *When We See Us*, un même papillonnement, une même joie de vivre, de danser, de respirer, de paresser, de se réunir, de méditer, de s'entreindre. Dans ce panorama de la peinture noire figu-

rant un seul et même sujet (la vie des noirs en Afrique et ailleurs), tout semble donc aller pour le mieux, dans le meilleur des mondes. D'un pinceau rose et blanc, la Sud-Africaine Thenjiwe Niki Nkosi dépeint trois gymnastes s'enlaçant fraternellement tandis que le Brésilien Zéh Palito, d'un rose encore plus pimpant, fait poser un couple tout sourire devant sa berline jaune rutilante comme leur amour (*Que se Chama Amor*, 2022). Cet optimisme à toute épreuve déconcerte puisque si les sujets noirs font leur apparition sur les cimaises en Europe ou aux Etats-Unis, c'est souvent à l'aune du racisme qu'ils ont enduré et des combats que leurs communautés ont menés sur les fronts artistiques, littéraires, musicaux ou politiques. Selon cet angle, un noir en peinture serait censé correspondre à l'image que

l'histoire, même progressiste en dresse, celle, au pire, d'un être qui souffre de la condition dans lequel le tiennent les dominants, ou bien de celui qui s'élève là contre, milite, résiste. Pétrie de bons sentiments, cette représentation des noirs n'en serait pas moins par trop exclusive et affreusement réductrice. Tel est le point de vue qu'affiche, en 150 peintures mais sans texte manifeste, théorique ou polémique, sans chercher donc à durcir le ton, ni à braquer, la Suisse-Sud-Africaine Koyo Kouoh, en poste au musée du Cap, et qui a récemment décroché le sésame des commissaires, celui de curatrice de la prochaine Biennale de Venise. Son exposition bruxelloise (passée précédemment par Bâle), toute détendue, toute douce et pimpante, y compris dans son accrochage, cimaises enduites de teintes chaudes et ambiancées de musiques langoureuses, montre d'abord comme l'histoire de la peinture noire, quels que soient ses auteurs, s'attarde sur les moments de félicité, de spiritualité, de rêverie.

Il n'y a aucune raison que ces tonalités grassouillettes, colorées, surréalistes, insouciantes, fainéantes, amoureuses appartiennent seulement aux avant-gardes occidentales qu'on connaît. La peinture noire, depuis un siècle, se réjouit aussi de ces heures bleues et de ces saisons jaunes, en mettant hors-cadre l'ostéocratie dont les sujets représentés sont affligés. En six sections, «le Quotidien», «Joie et allégresse», «Repos», «Sensualité», «Spiritualité» et «Triomphe et émancipation», l'exposition le démontre en s'appuyant sur un casting inégal. Où brillent quelques perles sorties de l'ombre. A l'image de ce *Portrait d'une Femme* (1970) au visage d'un brun bleuté auquel Gérard Sekoto (artiste sud-africain, enterré à Nogent-sur-Marne, en 1993, et présenté à *Paris noir*, au centre Pompidou jusqu'à fin juin) prête une angélique quiétude et un fier aplomb.

JUDICAËL LAVRADOR



*Que se Chama Amor* de Zéh Palito (2022). COURTESY DE L'ARTISTE

**WHEN WE SEE US** au palais des Beaux-Arts (Bozar), à Bruxelles, jusqu'au 10 août.

## Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

**Antiquaire & Décorateur  
MAISON ALEXANDRA  
EXPERT RECONNNU**

**06 15 02 23 98**  
**ACHÈTE COMPTANT  
ET AU MEILLEUR PRIX SOUS 48H**

POUR SA CLIENTÈLE INTERNATIONALE  
DÉPLACEMENT GRATUIT PARIS ET PROVINCE

**MOBILIERS**  
(Commodes, Salle à manger, etc.)

**Livres Anciens**

**Objets de Collection**  
(Jouets, cartes postales, objets militaires, violons)

Vins & spiritueux, et achat de cave complète

Bureau d'Achat 1 rue du Stockholm Paris 8<sup>e</sup>  
**01 45 20 49 64**  
Depuis plus de 10 ans avec LE PARISIEN  
DÉBARRAS ET SUCCESSION  
[maison-alexandra@orange.fr](mailto:maison-alexandra@orange.fr)  
[www.maisonalexandra.com](http://www.maisonalexandra.com)

## MUSIQUE

### Disquaire achète au meilleur Prix

#### DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

#### TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock  
Musique Classique  
Métal - Punk  
Soul - Funk - House  
World  
(Afrique, Antilles, Maghreb)  
Reggae - Hip Hop

#### Gros Stocks et Collections

#### Contactez-nous 07 69 90 54 24

#### MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -  
Ampis - Cellules - DJ  
Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France  
avec respect  
des mesures sanitaires  
en vigueur.

Réponse très rapide  
PAIEMENT CASH

## Libération

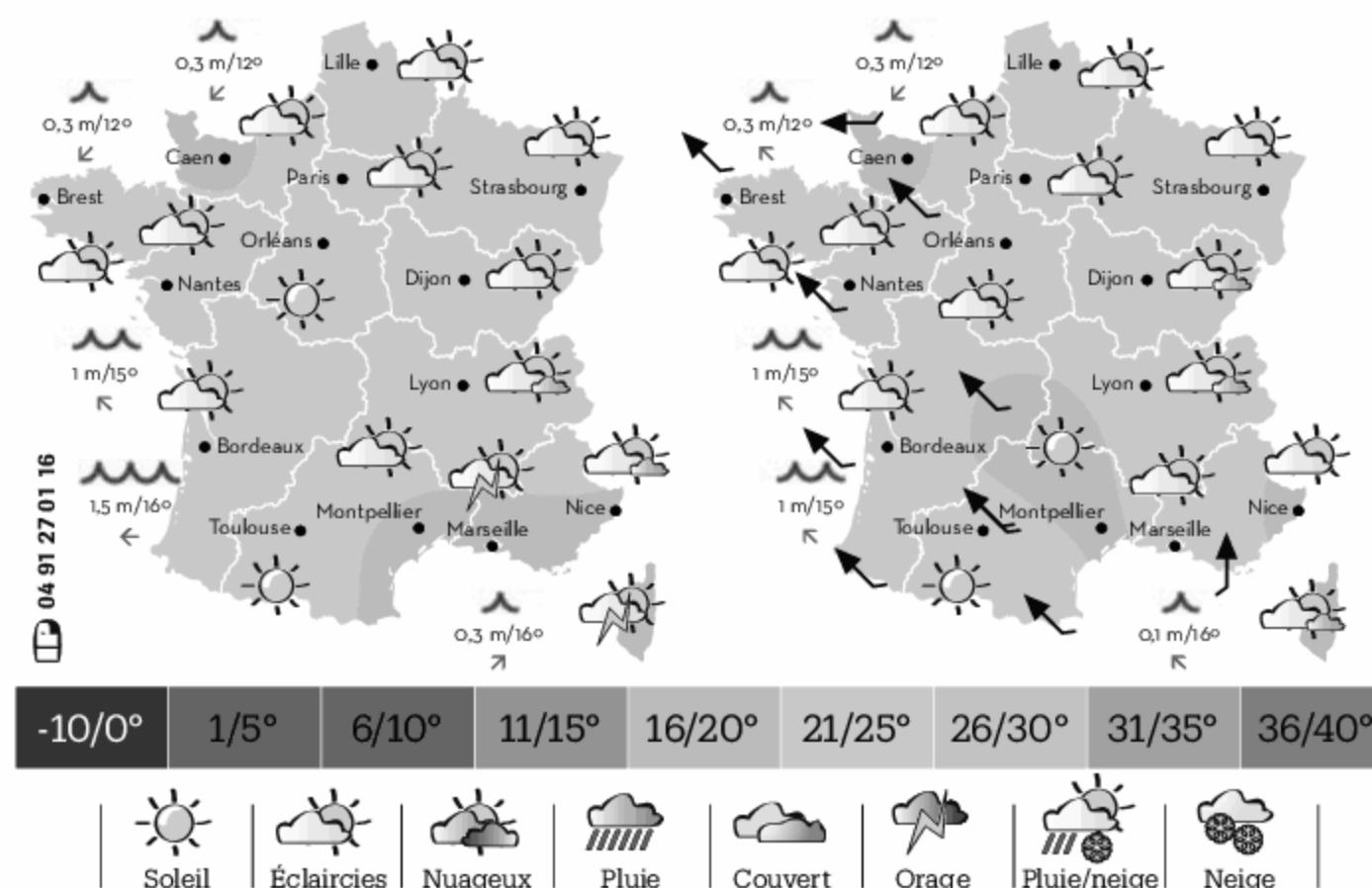
est habilité pour toutes  
vos ANNONCES LÉGALES  
sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au **01 87 39 84 00**  
ou par mail  
[legales-libe@teamedia.fr](mailto:legales-libe@teamedia.fr)

## LUNDI 28

Ce serait une belle et douce journée.  
À surveiller l'évolution diurne possible sur les Alpes du sud.  
**EN SOIRÉE** Le temps reste calme et sec.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	8	20	Lyon	10	20	Alger	12	19
Caen	8	19	Bordeaux	10	22	Berlin	7	20
Brest	10	20	Toulouse	10	21	Bruxelles	9	19
Nantes	10	21	Montpellier	11	21	Jérusalem	13	22
Paris	10	21	Marseille	12	19	Londres	11	20
Strasbourg	9	19	Nice	15	20	Madrid	9	22
Dijon	9	19	Ajaccio	11	19	New York	9	18

Icons below the table:

- Agitée (Wavy)
- Peu agitée (Slight wavy)
- Calm (Calm)
- Fort (Strong)
- Modéré (Moderate)
- Faible (Weak)

**meteo** www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours

## Libération

[www.libération.fr](http://www.liberation.fr)  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél.: 01 88 47 98 80  
[contact@liberation.fr](mailto:contact@liberation.fr)

Édité par la SARL  
**Libération**  
SARL au capital  
de 23 243 662 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire  
Presse Indépendante SAS

Cogérants  
Dov Alfon,  
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication  
Dov Alfon

Directeur de la rédaction  
Dov Alfon

Directeur délégué  
de la rédaction  
Paul Quinio

Directrices adjointes  
de la rédaction  
Stéphanie Aubert,  
Hamdam Mostafavi,  
Lauren Provost,  
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique  
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef  
Michel Beccuemois  
(spéciaux), Laure Bretton,  
Gilles Dhers (pilotes web),  
Christian Losson  
(enquête),  
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints  
Lilian Alemagna (France),  
Anne-Laure Barret  
(environnement),  
Lionel Charrier (photo),  
Cécile Daumas (L.),  
Sonia Delesalle-Stolper  
(monde), Fabrice Drouzy  
(suppléments),  
Yoann Duval (forums),  
Matthieu Ecoiffier (idées),  
Quentin Girard  
(modes de vie),  
Cédric Mathiot  
(checknews),  
Camélia Paugam (actu),  
Didier Péron (culture)

**ABONNEMENTS**  
Site : [abo.libération.fr](http://abo.libération.fr)  
[abonnement@liberation.fr](mailto:abonnement@liberation.fr)  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine: 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

**PUBLICITÉ**  
**Libé plus**  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
[publicite@liberation.fr](mailto:publicite@liberation.fr)

**PETITES ANNONCES & CARNET**  
10, bd de Grenelle  
75013 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
[annonces@teamedia.fr](mailto:annonces@teamedia.fr)

**IMPRESSION**  
Midi Print (Gallargues),  
POP (La Courneuve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Héric)  
Imprimé en France

**ACPM**

LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.  
CPPAP: 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.

Origine du papier: France  
Taux de fibres recyclées:  
100% Papier détenteur de  
l'Eco-label européen  
N° FI/37/01

**Indicateur d'eutrophisation:**  
PTot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du  
journal ne saurait être  
engagée en cas de non-  
restitution de documents.  
Pour joindre un journaliste  
par mail: initiale du  
prénom.nom@liberation.fr

## SUDOKU 5530 MOYEN

2	3	6	9			4	7	5
5			3	4				1
	9						3	
		2	4		9	1		
3				8				9
		9	5	7	2	3		
	6		8				1	
8				9				3
9	1	3			7	8	5	4



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

5	9	6	2	7	8	1	3	4
1	8	2	3	4	9	7	5	6
3	4	7	6	5	1	8	9	2
6	7	4	5	9	2	3	8	1
2	5	1	7	8	3	4	6	9
8	3	9	1	6	4	5	2	7
4	1	8	9	2	5	6	7	3
7	2	3	8	1	6	9	4	5
9	6	5	4	3	7	2	1	8

DIFFICILE

3		6		5			9	
			9	1			4	
1					8	5	6	
	1				5			
9	4					8	2	
			7			6		
6	5	1					3	
4		1	3				2	
7			6	4		9		

## Libération

La boutique

Retrouvez les derniers numéros de «Libération» et nos collectors sur notre boutique

**CAHIER D'ACTU**  
**Libération**

**2024**  
**UN MONDE SENS DESSUS DISSOUS**

**LE LIBRE DES ETOILES**



[BOUTIQUE.LIBERATION.FR](http://BOUTIQUE.LIBERATION.FR)

# CULTURE / DISPARITIONS

## Jean-Paul Montanari, semeur de danse

**Mort vendredi à 77 ans, l'emblématique directeur du festival Montpellier Danse incarnait à lui seul une certaine idée exigeante de la culture et de sa diffusion.**

**C'**est un peu mourir sur scène. Et si le scénario était fictionnel, peut-être aurait-il dit de tout cela, «quel mauvais théâtre!» Jean-Paul Montanari n'a pas survécu à son départ en

retraite il y a quatre mois, sans cesse repoussé après quarante-et-un ans de règne admiré et controversé, du poste d'emblématique directeur du festival Montpellier Danse. En juin, lorsque nous le rencontrions pour retracer ensemble, dans son bureau, une histoire de la danse contemporaine qu'il a contribué à déployer, le grand patron en partance s'était étranglé: on venait de lui diagnostiquer un cancer lui laissant peu d'espoir. Ce natif d'Alger, d'extraction populaire, devenu directeur redoutable et passionné, amoureux fou de la

danse quand elle est écrite par de grands auteurs, lecteur avide et militant de la cause homosexuelle et du droit des migrants, aura juste tenu le temps suffisant pour apprendre les noms de ses successeurs. Le 10 avril était annoncée l'arrivée prochaine de l'équipe formée par la chorégraphe Dominique Hervieu (avec Hofesh Shechter, Jann Gallois et Pierre Martinez) à la tête d'une nouvelle structure, l'Agora, issue de la fusion entre Montpellier Danse et le centre chorégraphique attenant. Quinze jours plus tard tombe donc la nouvelle de sa mort, à 77 ans.

*«La danse perd son plus fidèle serviteur, la ville de Montpellier un homme qui lui a offert un rayonnement artistique mondial, et je perds un ami», a écrit le maire, Michaël Delafosse, héritier du clan Georges Frêche, ancien édile indissociable de l'aventure Montanari. Le ministère, de son côté, célèbre un bâtisseur et un défricheur inlassable et fidèle. Avec lui s'efface un peu plus une certaine vision de l'art, de son excellence, de son institutionnalisation et de sa fonction dans la société. Montanari était bien seul, aujourd'hui, à maintenir haut et fort que oui, l'art est élitiste, «comme est élitiste la recherche fondamentale en biologie». Et que le plaisir esthétique se gagne à la sueur du front. Pour lui n'existe pas d'œuvre sans recherche formelle digne de ce nom. Évidemment, les grands noms de la danse contemporaine à l'assise internationale se pressaient dans son festival (Ohad Naharin et sa Batsheva Dance Company de Tel-Aviv, Anne Teresa De Keersmaeker et sa compagnie Rosas de Bruxelles).*

**«Son» public.** Mais Jean-Paul Montanari s'est aussi accroché, sans jamais les lâcher, à des écritures ardues et arides, parfois difficiles d'entrée pour des primo-spectateurs. Voyant ses salles à moitié vides et désarçonnées devant le performeur allemand Raimund Hoghe, quel patron de festival, aujourd'hui, prendrait le risque de le reprogrammer dix ans de suite? Jean-Paul Montanari a insisté, jusqu'à convaincre «son» public de Montpellier que, décidément, il «se trompe rarement» (c'est lui qui le disait) sur le génie d'un artiste. Il les cherchait cependant dans une certaine famille d'auteurs, et n'a pas toujours su, sans doute, les dénicher dans le champ du hip-hop, de la danse-théâtre flamande, ou de la performance. Son histoire à lui est indissociable de la danse contemporaine des années 1980 telle qu'ont pu l'inven-

ter son ami chorégraphe Dominique Bagouet, mort du sida en 1992, et ses grands héritiers. Il disait depuis quelque temps que cet art savant là avait disparu. «Nous sommes revenus à quelque chose de beaucoup plus classique. [...] Aujourd'hui, 90% des productions sont des spectacles de divertissement, avec la complicité de certains médias et des réseaux sociaux, ces poisons de l'époque», jugeait-il encore. Il découvre cette discipline au moment où elle n'est pas encore institutionnalisée: d'abord à Avignon, où il est frappé par l'art de Maurice Béjart, puis à Lyon, ville où le jeune juif algérien débarque à 15 ans, en 1962. Seul enfant de la famille à accéder à des études supérieures (de lettres modernes), il rejoint à 28 ans le centre dramatique national de Lyon, alors dirigé par Robert Gironès, pour s'occuper de la communication. C'est là qu'il découvre la jeune garde de la danse contemporaine qui explose alors en France: Maguy Marin, Brigitte Lefèvre ou Dominique Bagouet. Ce dernier l'embarque avec lui au début des années 1980 à l'invitation de Georges Frêche: le maire de Montpellier voulait lancer dans sa ville un festival, puis un centre chorégraphique national.

**Ames-sœurs.** L'été dernier, dans le bureau du patron de Montpellier Danse trônaient encore en grand les visages de ses deux âmes-sœurs: Bagouet d'un côté, Frêche de l'autre, tous deux morts depuis. D'années en années, la retraite du «baron» de la danse française était devenue la plus célèbre arlésienne du coin, un vaudeville dont il a toujours fait mine de se délecter plutôt que d'en rougir: «C'est pire que Charles Aznavour...» nous glissait-il. Montanari ironisait lui-même, presque avec fierté, sur ses méthodes verticales d'un autre temps: «Je suis un vieux dictateur», aimait-il répéter d'une voix raffinée. Les échanges musclés ne semblaient pas l'effrayer, le «care», presque l'ennuyer. Jugeait-il la rudesse managériale indispensable à la création d'une grande œuvre? Jamais sans doute, en tout cas, directeur d'événement culturel n'avait à ce point fait corps avec sa créature. Lorsqu'on lui demandait pourquoi il s'était accroché aussi longtemps à son siège, Jean-Paul Montanari avait enchaîné les pirouettes comiques avant d'atterrir dans cet abîme: «La peur. Je n'ai pas de copain, pas de famille, pas d'amis. Vous seriez étonnée de la façon dont je passe mes week-ends, parfois sans parler à personne. Montpellier Danse est tout ce que je suis. Voilà.»

ÈVE BEAUVALLET



A la cité internationale de la danse à Montpellier, en juillet. PHOTO SANDRA MEHL THE NEW YORK TIMES

**Montanari ironisait lui-même, presque avec fierté, sur ses méthodes verticales d'un autre temps: «Je suis un vieux dictateur», aimait-il répéter d'une voix raffinée.**

**«E**n décembre 2017, j'ai emmené Carlos, 28 ans, voir Pere Ubu dans un club d'Echo Park, à Los Angeles. Pour lui, David Thomas et Pere Ubu n'étaient que des noms de légende et il était très impressionné que je sois "sur la liste" des invités. Cela ne m'était pas arrivé depuis quinze ans, et cela ne s'est plus reproduit depuis. Ce soir-là, Thomas a gazouillé et éructé pendant une heure et demie assis sur une chaise, et seul le guitariste Tom Herman avait fait partie du groupe original que j'avais rencontré à l'été 1977 à Cleveland. Même si j'ai un peu plus tard "distribué" en France leurs premiers simples sur leur label Heart of Darkness (*Thirty Seconds Over Tokyo* vaut aujourd'hui 400 dollars au bas mot), je n'avais pas revu Thomas depuis près de cinquante ans, et suivi de très loin les multiples évolutions du groupe.

«Cet été-là, à Cleveland, Thomas se faisait encore appeler Crocus Behemoth. C'était d'ailleurs la seule concession que ce collectif sourcilleux faisait aux enfantillages rock de l'époque, ça et *Pushin' Too Hard*, la reprise des Seeds qu'ils faisaient encore sur scène. Plus tard, Thomas dira qu'il avait choisi le nom du personnage d'Alfred Jarry "parce qu'on était certain que ça ne dirait rien à 95% du public", et que Pere Ubu (sans accent) devait être intransigeant, fulgurant, "un groupe dont Faulkner, Melville et Chandler auraient voulu être membres".

**Volatil.** «Peu de rock bands parlait de la sorte en 1977, aux balbutiements du punk américain. Pere Ubu n'avait évidemment rien à voir avec cet amalgame facile, mais s'était laissé porter par la vague. J'envoyais les cartons de leurs simples en France au même titre que *Piss Factory* ou que les premiers simples de *Television* sur Ork Records. Mais la visite à Cleveland ne laissait aucun doute : Pere Ubu avait plus à voir avec Sun Ra (influence majeure pour ses métamorphoses), les Beach Boys ou Roy Orbison, qu'avec CBGB. Thomas avait déjà fait partie d'un groupe, Rocket From the Tomb, qu'il avait quitté parce



David Thomas, en juin 2006. PHOTO LUDOVIC CARÈME. VU

## David Thomas, au nom du Pere Ubu

Après la mort mercredi du leader du collectif américain et référence majeure de l'underground, notre journaliste Philippe Garnier raconte ses souvenirs avec le groupe qu'il avait rencontré à ses débuts.

que son leader, Peter Lautner, insistait pour jouer des reprises sur scène (Lautner n'a pas fait de vieux os, victime de trop d'enthousiasme à vivre, compliqué d'une pharmacologie risquée). «En 1977, le groupe au grand complet habitait dans un ancien bordel sur Prospect Avenue. Allen Ravenstein, le tortionnaire du synthe, était manager ou propriétaire de cet immeuble qui figure sur la pochette de l'album *Dub Housing* (1978, Chrysalis Records), et selon lui, c'était un ancien bordel que l'industriel Andrew Carnegie avait fait construire

pour régaler ses clients et partenaires en affaires. C'était bizarre de trouver tous les membres ensemble, puisque apparemment ils ne pouvaient pas se blairer. Avant les concerts, Tom Herman le guitariste s'isolait et construisait des modèles d'avion pour se calmer les nerfs. Et Thomas avait lâché un laconique "différends artistiques", en indiquant une large dépression dans le plâtre d'un des murs. J'ai vite appris à quel point ce collectif était démocratique et volatil, avec des excommunications dignes des situationnistes.

«Ce soir-là ils jouaient au Pirate Cove, un club dans le bassin industriel de Cleveland, à portée des torchères et souffleries sidérurgiques au bord de la Cuyahoga, rivière réputée si polluée qu'elle était souvent sujette aux combustions spontanées. Le groupe qui ouvrait pour eux s'appelait Devo. Après leur cirque intelligent, la musique de Pere Ubu semblait physique et sinueuse, riche, mais en même temps une musique de danse vulcanisée, trempée dans l'eau froide de la rivière maudite. Des jours après elle vous poussait encore comme un cactus dans la poitrine.

Scott Kraus, le batteur, en était le maréchal-ferrant, et Tony Maimone à la basse, mais c'était David Thomas qui éructait ces paroles si adultes et si différentes, une voix comme une migraine : "The girls won't touch me because I've got a misdirection [Les filles ne veulent pas de moi à cause de mes problèmes] And living at night won't help my complexion [Et vivre la nuit n'arrangera pas mon teint] The signs all say it's a social infection [Tout indique que c'est une infection sociale] And a bit of fun's never been an insurrection [Et un peu

«La musique de Pere Ubu semblait une musique de danse vulcanisée, trempée dans l'eau froide de la rivière maudite.»

*de chahut n'a jamais fait une révolution]*  
*'Cause i don't need a cure [Pas besoin de cure]*  
*Don't need a cure [Pas besoin de cure]*  
*Need a final solution!" [Besoin d'une solution finale!]*

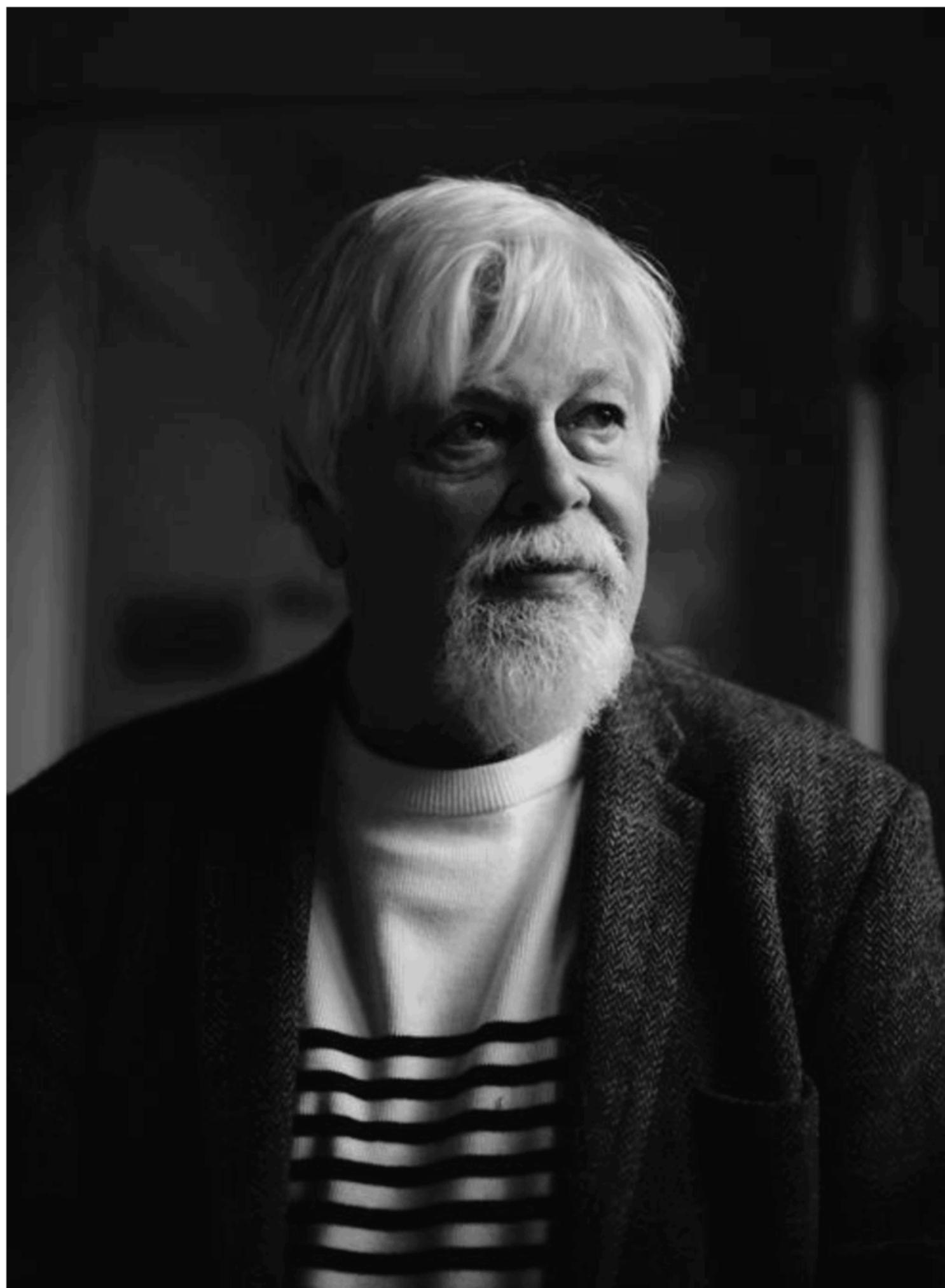
**Surf.** «Après le concert de l'Echo en 2017, David m'a fait envoyer un exemplaire dédicacé de son livre *CHINESE WHISPERS - The Making of Pere Ubu's Lady From Shanghai*, en partie un historique du groupe qui se lit comme du Guy Debord. Comme pour me faire rattraper le temps perdu. Mais il y a des sites pour cela (Ubu Projex Reference File, Sun Burns Out, et la matrice française Ubu Dance Party).

«Pour moi, David restera Crocus Behemoth à jamais, quand il était gros, les cheveux bouclés, agile sur ses pieds comme Minnesota Fats dans *l'Arnaqueur*. Je ne savais même pas qu'il était né en Floride et n'était pas de Cleveland, la ville où dans les années 60 les jeunes étaient tellement toqués des Beach Boys qu'ils achetaient des planches à surf, tant pis pour les vagues. Crocus m'avait dit qu'eux avaient inventé une autre forme de surfing, qui se pratiquait à un certain point de l'Interstate 77, une bretelle dangereuse où il fallait traverser cinq files d'autoroute pour sortir à la prochaine, un défi suicidaire de jeunes rebelles, qu'ils étaient aussi. Un geste périlleux comme leur musique, gratuit et important. J'ai oublié d'écrire à quel point elle l'était et l'est encore, mais cela va sans dire.»

PHILIPPE GARNIER

# Boss à baleines

**Paul Watson** Rencontre dans son pied-à-terre parisien avec le militant écolo, libéré de sa prison groenlandaise, mais toujours empêché de naviguer.



C'est sa chevelure d'un blanc éclatant qui sort au loin. L'accueil est décontracté. Pieds nus, survêtement gris clair. L'image du pirate féroce se serait-elle envolée, faute de pouvoir naviguer? Depuis sa libération en décembre de sa prison groenlandaise, le défenseur des baleines ne peut quitter la France sous peine d'être arrêté. En cause : la notice rouge d'Interpol (suspendue jusqu'en juin) et le mandat d'arrêt émis par Tokyo, qui l'accuse d'entrave aux activités des navires baleiniers nippons. «C'est un peu la roulette russe, rappelle la présidente de Sea Shepherd France, Lamya Essemhlali. Il suffit que le Japon demande au pays où est Paul de l'arrêter. Ensuite, c'est à la discréction de chaque gouvernement.» En attendant de savoir s'il sera reconnu réfugié politique en France, Paul Watson vogue à Paris. Il nous accueille dans son pied-à-terre. Un lieu comme un musée sans âge. Il y vit seul la semaine. Le week-end, il rejoint le reste de sa famille à Marseille : sa quatrième épouse, Yana Rusinovich, militante écologiste de trente ans sa cadette et ses deux plus jeunes garçons, Tiger et Murtagh de 8 et 3 ans.

C'est autour de la poésie que l'échange prend. Il aime lire Leonard Cohen, «l'aventureux» Lord Byron ou encore Paul Eldridge. Paul Watson a lui même écrit cinq recueils de

poèmes. Il s'y est mis à la quarantaine : «A 21 ans, j'ai vécu six mois sur une plage en Grèce. Je voulais devenir poète, mais je me suis rendu compte de deux choses. La première : c'est que je n'avais pas suffisamment vécu. La seconde : que la poésie s'écrit par elle-même. Le poème va seul dans une direction que je ne peux anticiper.» Une dynamique opposée à la façon dont Paul Watson conduit sa vie : de manière bornée. Aîné de sept enfants, d'une mère décédée très jeune et d'un père, cuisinier, dont la seule caractéristique qu'il mentionne est d'avoir eu «un comportement très abusif», il estime s'en être sorti grâce à un caractère «rebelle et têtu». C'est d'ailleurs tout ce qu'il souhaite aux nouvelles générations qu'il déplore de

voir grandir «dans un monde plein de distractions liées aux jeux vidéo et aux téléphones», mais qu'il juge très motivées. Son unique conseil est de tracer son propre chemin. Lamya Essemhlali l'a éprouvé : «En sa présence, on a l'impression que tout est possible. Il m'a laissé carte blanche. Ce n'est pas du tout quelqu'un qui est dans le contrôle.» Lui a pris sa liberté en quittant le foyer familial à 15 ans.

La suite est connue : il commence par naviguer comme garde-côte, milite contre les essais nucléaires en mer avec le comité Don't Make a Wave, qui donnera naissance à Greenpeace, dont

il a été exclu en 1977 sur fond de désaccord sur la manière de mener la lutte. La création cette même année de Sea Shepherd. La brouille avec le bureau international du mouvement, entraînant une scission en 2022. Ses batailles contre la pêche des baleines, ses emprisonnements au Canada, aux Pays-Bas, en Allemagne, etc. Le «héros de l'écologie», classé par le magazine Time en 2000 parmi les cinquante meilleurs défenseurs de l'environnement au XX<sup>e</sup> siècle – agit(e) et mobilise. La communication est l'une de ses principales armes. Et les politiques dans tout ça? D'un coup, le sujet l'éveille : «Les changements ne viennent pas des politiques. Aux Etats-Unis, être républicain ou être démocrate, c'est un peu la même chose. Sauf avec Trump qui est une aberration et qui est fondamentalement un imbécile.» Paul Watson lui reconnaît pourtant une once d'intelligence. Celle de «bien manipuler les masses». Ni de gauche ni de droite, il étrille au passage l'ancienne candidate démocrate à l'élection présidentielle américaine Hillary Clinton qu'il juge responsable du premier mandat de Donald Trump en 2016.

Alors vote-t-il? «Oui», répond-il comme une évidence. «Je ne sais pas si c'est important, mais je le fais. C'est une obligation.» Paul Watson a la double nationalité canadienne et américaine. Le Canada ne permettant pas le vote à distance, et lui ne pouvant s'y rendre sous peine

d'être de nouveau arrêté, il n'y exerce pas son droit de citoyen. Aux Etats-Unis, il en a la possibilité. Même depuis la prison au Groenland, il a pu l'an dernier envoyer son vote pour les sénatoriales, en faveur du démocrate Bernie Sanders. «La plus grande erreur des démocrates a été de choisir Joe Biden face à Bernie Sanders. Il est le seul à réellement dire la vérité. Il parle à la gauche, il parle à la droite. Il ne dévie pas dans ses messages. Et là, il fait quelque chose d'intelligent, il promeut Alexandria Ocasio-Cortez. Lui sait qu'il est trop vieux. AOC ressemble beaucoup à Bernie. Elle dit la vérité et n'a pas peur.»

Lui non plus n'a pas l'air si effrayé par les menaces. D'un autre côté, il se déplace sans garde du corps et sourit quand on lui pose la question. Attention quand même : il nous est interdit de divulguer des indices sur son lieu d'habitation, situé à Paris, ville dont il a été fait citoyen d'honneur. Son adresse ne nous sera d'ailleurs jamais communiquée par écrit. Depuis sa libération, la France le préserve de l'extradition au Japon. Emmanuel Macron lui a souhaité de vive voix un chaleureux «bienvenue à la maison». Dans le sud de la France, le maire LR de Nice, Christian Estrosi, l'a également reçu en grande pompe lors du carnaval. Les discussions seront-elles aussi souples pendant la conférence des Nations unies sur l'océan, dans la préfecture des Alpes-Maritimes en juin prochain, à laquelle participeront Paul Watson et Sea Shepherd France? Sa philosophie restera la même : «Garder son indépendance.»

On allait partir quand le pirate nous a dévoilé l'un de ses trésors. Sous une pile de livres, il ouvre une malle qui regorge de courriers : 6500 lettres reçues pendant ses 149 jours d'incarcération à Nuuk (Groenland). Les deux tiers viennent de France, une autre partie du Japon. «Je ne peux malheureusement pas répondre à tout», mais il dit les avoir toutes lues, et s'être appliqué à répondre à celles envoyées par des écoliers.

Les enfants semblent lui importer beaucoup. Il considère que ceux-ci «ont des idées, des points de vue». Son dernier livre, *We Are The Ocean*, leur est adressé. Leurs cadeaux et créations tapissent ses murs. La directrice exécutive de sa fondation aux Etats-Unis, qui est la marraine de l'un de ses fils, dit de sa relation avec sa progéniture qu'elle est «aimante et affectueuse». Son fils de 8 ans, qui a appris à parler français en un an «avec l'accent marseillais», ira l'année prochaine en école publique à Marseille, après avoir suivi des cours à distance. Privé, public, ça n'est pas la question pour lui : «L'école apprend à lire, à écrire. L'école n'apprend pas à penser», d'après le Capitaine.

Et lui, à 74 ans, pense-t-il à ses successeurs, comme Bernie Sanders? «Non, je ne sais pas ce que ça signifie.» Ce grand lecteur d'histoire croit en un continuum entre le passé, le présent et le futur. «Je ne me soucie pas de l'avenir, car nous n'avons aucun pouvoir sur lui. Nous n'avons de pouvoir que sur le présent.» ◀

Par **MAUD BENAKCHA**  
Photo **FLORENCE BROCHOIRE**